



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

N° 89

17 FEVRIER 1962

PRIX : 0,40 NF

LE CRIME

COMBIEN étions-nous, mardi, de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise, pour accompagner les cercueils des victimes de la répression du 8 février ?

Il est vain de tenter une appréciation exacte. Et, au demeurant, il importe peu d'y parvenir. Personne, en effet, pas même le pouvoir, ne peut contester que ce cortège impressionnant rassemblait des centaines de milliers de Parisiens, que la grève de mardi matin a été quasi totale dans la région parisienne, que d'innombrables arrêts de travail ont eu lieu partout en France comme manifestation de solidarité, que dans un nombre considérable de villes — à la même heure qu'à Paris — des cortèges de travailleurs et de démocrates ont défilé dans les rues. Personne donc ne peut nier l'ampleur du mouvement d'indignation provoqué par la sauvagerie de la répression du 8 février.

La preuve est faite aussi — et cela non plus, personne ne pourra le contester — que lorsqu'un cortège organisé par les organisations syndicales et les partis politiques antifascistes n'est pas stupidement interdit, des centaines de milliers de manifestants peuvent se rassembler, défiler sur plusieurs kilomètres de rues, sans qu'il y ait le moindre incident, la moindre violence. Cette simple constatation réduit à néant toutes les arguties des communiqués du ministère de l'Intérieur, s'acharnant à justifier l'interdiction du défilé du jeudi 8 février et à prouver que les provocations venaient des manifestants.

Qui, d'ailleurs, même avant le cortège de mardi, pouvait avoir le moindre doute sur la capacité du peuple parisien de garder son sang-froid et d'observer la discipline de ses organisations ? Qui a jamais cru que l'interdiction prononcée par le gouvernement fût inspirée par le seul souci de préserver la France d'un péril quelconque ?

Il est clair que la mesure prise par M. Frey ne peut s'expliquer que par un calcul politique imposé au régime par sa position en porte-à-faux. Installé par les forces de réaction, par le chantage de l'armée et des ultras, ce régime n'a pu appliquer en Algérie la politique que ces forces attendaient de lui. Aussi a-t-il vu surgir contre lui la résistance, les complots et les assassinats de tous les partisans de « l'Algérie française ». Ne pouvant plus apparaître comme « le régime qui a gardé l'Algérie à la France », il faut qu'il fasse figure de sauveur contre une imaginaire menace de subversion de la gauche et de l'extrême-gauche.

Peine perdue ! C'est en vain que M. Frey a multiplié les communiqués. La répression du 8 février a soulevé un puissant mouvement d'indignation, et pas seulement en France. Elle a surtout contribué à renforcer le courant vers l'union de toutes les forces antifascistes. Toutes les manifestations de ces derniers jours ont apporté la preuve que le front des opposants, non seulement à l'O.A.S., mais au régime gaulliste, ne cessait de s'étendre. Elles ont rassemblé dans les rues, côte à côte, des hommes, des partis, des organisations syndicales qui trop souvent encore agissaient en ordre dispersé.

Il faut que ces tragiques journées de février 1962, comme celles de février 1934, marquent le réveil décisif des masses populaires. Il faut que l'union, spontanément réalisée pour la riposte, soit consolidée et affermie pour la victoire.

Robert VERDIER.

8 FEVRIER 1962



(Dalmas.)

« Les émeutiers, en bandes organisées, ont attaqué avec une extraordinaire violence le service d'ordre. »

Roger FREY.

13 FEVRIER 1962



(Keystone.)

La Préfecture de Police : 150.000 personnes.
La radio gouvernementale : 250.000 personnes.
Les radios libres : 500.000 personnes.

Durant sept heures, les Parisiens ont défilé, gravement, devant les corps des combattants de la liberté.

DECAZEVILLE

LE GOUVERNEMENT REFUSE TOUJOURS LA DISCUSSION



« Rien à attendre de ce gouvernement incompétent et inhumain »

(Keystone.)

NEUVIÈME semaine de grève des mineurs de Decazeville... Les grévistes de la faim continuent leur action ; ils peuvent seulement fumer et boire de l'eau minérale et sont l'objet d'une surveillance médicale constante. Six d'entre eux ont dû être hospitalisés.

Le comité intersyndical de grève après avoir repoussé les mesures octroyées par le gouvernement — dont nous avons parlé dans notre dernier numéro — a formulé à son tour des contre-propositions que le pouvoir se refuse à prendre en considération. Aucune solution n'est en vue.

Les contre-propositions du Comité intersyndical

Elles peuvent se résumer en quatre points :

- Maintien d'une activité des exploitations au fond après 1965 afin d'extraire un gisement d'une grande facilité d'exploitation qui sera alors atteint et, d'autre part, de permettre aux mineurs dont la reconversion est difficile de terminer la carrière à la mine dans des conditions normales.

- On sait que sur ce point le gouvernement refuse de modifier le plan charbonnier et promet seulement d'examiner les problèmes sociaux qui concerneraient à se poser pour les mineurs en 1965.

- Amélioration des propositions gouvernementales concernant les conditions d'existence des mineurs reconvertis (retraites, etc.).

- Implantation d'industries nouvelles pour donner du travail aux jeu-

nes du bassin contraints à l'exode et obligation, pour ces industries nouvelles, de comprendre dans leur personnel 50 % de jeunes ;

- Affirmation qu'en 1965 il n'y aura pas de licenciements ni de « laissés pour compte » (inaptes physiques ou élimination psychotechnique, insuffisance d'emploi, etc.).

Le gouvernement a répondu qu'à la suite des mesures complémentaires qu'il a décidées « la grève apparaît plus manifestement encore sans objet » et il a demandé aux mineurs et aux populations aveyronnaises de « mettre un terme rapide à la crise actuelle ». Il a souligné qu'il ne « saurait accepter de remettre en question le plan d'adaptation des Houillères de l'Aveyron, qui résulte de conditions techniques et économiques dont il se trouve dans l'obligation de tenir compte ».

Face à cette intransigeance, le comité intersyndical de grève a durci sa position exprimée dans le communiqué suivant : « Forts de la justesse de leur cause, les mineurs de Decazeville au cinquante-deuxième jour de grève et au quatrième jour de celle de la faim de vingt de leurs camarades, sont absolument décidés à lutter jusqu'à la victoire. Il (le comité intersyndical) en appelle au pays tout entier qui, dans le seul fait du refus du gouvernement de discuter avec le comité, peut juger du mépris du gouvernement envers les travailleurs et de sa mauvaise foi ».

« Un gouvernement incompétent »

Les « volontaires de la faim » ont de leur côté adressé une lettre au gé-

néral de Gaulle dans laquelle ils se déclarent « décidés à continuer la lutte jusqu'à l'extrême limite de leurs forces » et ajoutent : « Les mineurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de ce gouvernement incompétent et inhumain. L'expérience prouve que nos dirigeants n'ont su régler aucun problème sans y avoir été contraints par la force ».

Par ailleurs, une délégation de quinze femmes de mineurs s'est présentée à l'Élysée, pour remettre une pétition en faveur des grévistes. Mais l'hôte de ce Palais ne se préoccupe pas plus du sort des mineurs de Decazeville qu'il ne se montre ému par la mort des travailleurs tués par la police pour avoir manifesté contre l'O.A.S. Ce sont là des « péripéties » sans importance qui ne requièrent point son attention et n'entament pas son optimisme.

Les syndicats tiennent bon

La Fédération C.F.T.C. des mineurs a demandé que « le gouvernement engage un dialogue avec les fédérations nationales de mineurs, afin que soient définis dans les meilleurs délais, d'une part, les moyens de relancer l'activité économique dans des régions misérables qui en ont besoin, d'autre part, les mesures à prendre pour que la reconversion se réalise par un véritable reclassement des travailleurs qui sont touchés ».

C'est dire que la C.F.T.C. considère comme insuffisantes les mesures octroyées par le gouvernement et ne se satisfait pas des déclarations que M. Debré a faites à Toulouse sur la

nécessité d'implanter des industries nouvelles pour remplacer la mine qui, selon lui, doit être fermée en tout état de cause. Le Premier ministre a par ailleurs déclaré que le conflit revêtait un caractère « politique ».

Quant à la C. G. T., son bureau confédéral a affirmé : « L'importance de l'enjeu de cette bataille est grande : Decazeville souligne la mal-faisance du Marché commun pour l'ensemble des travailleurs et les lourdes menaces qu'il fait peser sur l'avenir ».

La vérité est que si la mise en route du Marché commun contribue à accentuer les difficultés actuelles des industries en difficulté et des régions « sous-développées », elle devrait aussi inciter les pouvoirs publics à favoriser la modernisation de ces industries et à faire un effort d'investissement dans ces régions. Le Marché commun ne doit pas être chargé de tous les péchés d'Israël, pas plus qu'il ne doit être considéré sous un jour idyllique.

Ainsi que le déclarait Pierre Mendès-France à Decazeville : « Il est très fâcheux que la France et ses gouvernements n'aient pas tiré les conséquences de la situation nouvelle découlant du Marché commun en déclinant un effort très largement amplifié en faveur des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest. Il n'est pas trop tard pour agir, mais il faut aller vite maintenant. Le succès de la construction économique de l'Europe, qui peut entraîner de si heureuses conséquences, n'est possible que par une politique très active de développement régional ».

Maurice COMBES.

LE CONGRÈS DES MAIRES DE FRANCE

LE 46^e Congrès des maires de France vient d'avoir lieu. Cette rencontre annuelle, qui se tient à l'Hôtel de Ville de Paris pendant quatre jours, n'est pas une simple cérémonie officielle avec allocutions de représentants du gouvernement, banquet, réception par le président de la République et autres colifichets destinés à flatter l'amour-propre de notables locaux.

Elle peut être l'occasion pour ces maires de faire entendre leurs voix, de prendre la mesure de leurs préoccupations communes, d'exprimer leurs inquiétudes et doléances à l'égard d'un pouvoir central qui tient très peu compte de leur avis.

De ce fait au cours des débats, en commissions ou en assemblée plénière, de nombreux intervenants n'ont pas manqué de mettre l'accent sur les difficultés qu'ils rencontrent dans l'accomplissement de leur mandat.

Ces difficultés ont des causes politiques et économiques qui ont été mises en lumière : manque de crédits pour des équipements indispensables, conception technocratique du pouvoir central qui élabore les directives loin des réalités vivantes, tutelle administrative et financière qui paralyse toute action, sous-développement de certaines régions.

Il est à noter en particulier qu'une motion de soutien aux mineurs de Decazeville a été votée à l'unanimité, bon nombre ayant voulu ainsi marquer leur opposition au régime.

Alors que l'apolitisme est la caractéristique de nombreux élus locaux, notamment de petites villes (n'oublions pas que les deux tiers des communes ont moins de 500 habitants), il semble que s'opère une lente prise de conscience politique.

De ce point de vue, le résultat des élections du Comité Directeur de l'Association des Maires de France est significatif.

De cette direction ont été écartés les élus communistes et P.S.U.

Elle se présente comme la liste habituelle, sans étiquette politique et dans laquelle on retrouve aux côtés de maires plus ou moins indépendants, des S.F.I.O. partageant les places avec ceux de l'U.N.R. et de l'extrême-droite (dont certains ne se gênent pas pour manifester leur sympathie à l'O.A.S.), le secrétaire général de l'association étant Le Gallo, maire S.F.I.O. de Boulogne-Billancourt. Dans ces conditions, cette liste est sûre de faire le plein des voix. Elle devait d'ailleurs obtenir une moyenne de 7.800 mandats.

De son côté, le P.C.F. présentait une liste qui devait recueillir 1.700 mandats.

Bien que notre Parti n'ait encore qu'une centaine de maires et que son passé trop récent ne lui donne pas à ce niveau une implantation et une organisation suffisantes pour lui permettre de canaliser les pouvoirs dans les associations départementales, nous avons décidé de présenter deux candidats sous le sigle du P.S.U. : nos camarades Suant, maire d'Anthony (Seine), et Rouquette, maire de Decazeville (Aveyron).

Alors que beaucoup de nos camarades n'avaient pu venir à ce congrès, c'est 800 mandats qui devaient se porter sur notre liste.

Il est évident qu'à cette occasion, un certain nombre de maires non communistes n'ont pas hésité à voter pour une liste qui se situait plus à gauche que la liste officielle.

La réunion des maires PSU

Dans le cadre de ce congrès, une réunion des maires P.S.U. avait été prévue au siège du Parti. Une vingtaine de nos camarades étaient présents aux côtés de conseillers municipaux de la région parisienne.

Au cours de cette rencontre, après avoir abordé les différentes questions relatives au congrès, deux ex-

posés introductifs sur les finances locales et le district devaient ouvrir une discussion qui permettra de nourrir les rapports en cours de préparation sur ces sujets.

Un dîner amical, sous la présidence de E. Depreux, nous donnait ensuite la possibilité de mieux faire connaissance et, dans une ambiance détendue, de favoriser les échanges de vues.

L'action municipale et sociale

Un très gros travail reste à accomplir dans les différents domaines de l'action municipale et locale.

Notre Parti a de très grosses possibilités, car il est riche en animateurs de vie locale, ceux-là mêmes qui demain peuvent être les élus de ces collectivités. Faut-il encore qu'ils ne soient pas livrés à eux-mêmes, mais que leur soient donnés les moyens nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités présentes ou à venir. Déjà divers groupes de travail ont été mis en place, notamment sur l'habitat, et sur les questions relevant de l'aménagement du territoire et du développement régional.

Une action concertée s'impose de plus en plus pour donner à cet effort une ampleur nationale et lui faire toute sa place dans le Parti.

Elle est une des conditions essentielles de notre enracinement dans les réalités de base. Et elle est aussi un moyen de redonner un contenu vivant à la démocratie.

R. BEAUNEZ.

P.S. — La fédération du Morbihan nous signale que Louis Le Bris, maire de Roudouallec, vient de donner son adhésion au P.S.U.

Le rassemblement laïque

Dimanche 11 février, le Comité National d'Action Laïque (C.N.A.L.) avait convoqué au Palais des Sports, à Paris, les représentants des comités départementaux. Ceux-ci, au nombre de quatre mille cinq cents, emplissaient l'immense nef. Leur nombre, comme l'attention avec laquelle ils ont écouté les rapports qui ont été présentés, atteste la vitalité du mouvement de défense laïque à travers le pays.

C'est M. Cornec, président en exercice du C.N.A.L., qui a prononcé l'allocution d'ouverture. Il a notamment déclaré : « Notre œuvre de restauration de la laïcité n'est qu'un des aspects de la lutte contre les assassins et la dictature, pour la liberté et la démocratie. » Une minute de silence fut observée pour les victimes des attentats et de la répression policière.

Ensuite, furent présentés les rapports :

— M. Pierre Dhombres, secrétaire général du S.N.E.S., sur les difficultés actuelles de l'enseignement public ;

— M. Alfred Dader, au nom de la Ligue de l'Enseignement, montra les conséquences de la loi Debré et dénonça l'interprétation extensive donnée par les décrets d'application ;

— Denis Forestier souligna, pour sa part, la nécessité de démocratiser l'enseignement et montra l'ampleur de cette tâche ;

— Enfin, Clément Durand développa « les perspectives d'une politique scolaire laïque et moderne ».

Une motion fut votée par acclamations. Appelant les laïques à s'associer à toutes les manifestations contre les menées fascistes, elle réclame, d'autre part, l'abrogation de la loi d'aide à l'enseignement privé et « la nationalisation des établissements privés placés sous contrat ».

Edouard Depreux, Henri Longeot et Robert Verdier représentaient le Bureau national du P.S.U.

La Ligue d'Action pour le rassemblement antifasciste: Instrument efficace de l'unité des luttes populaires

LES Assises de la Ligue d'Action pour le rassemblement antifasciste, dimanche dernier à la Grange-aux-Belles, ont bien travaillé pour la paix et les libertés.

Un très grand nombre de lycées, d'instituts de l'enseignement supérieur et de la recherche, les diverses facultés de l'Université parisienne étaient représentés; les délégués des étudiants et des lycéens étaient venus en masse. Des représentants du spectacle, de la radio, des journalistes, des médecins, des écrivains avaient également répondu à l'appel. Ce sont donc de larges secteurs professionnels et politiques des intellectuels parisiens qui ont participé aux travaux du 11 février. La présence de plusieurs délégations de province — Lyon, Nancy, Aix, Toulouse en particulier — témoignent de l'ampleur nationale du mouvement d'adhésion à l'initiative de la Ligue d'Action pour le rassemblement antifasciste.

En fait, cette journée a confirmé ce que les actions des dernières semaines avaient déjà clairement montré: l'extraordinaire combativité des intellectuels et étudiants contre l'inquiétante convergence antipopulaire des provocations des bandes fascistes de l'O.A.S. et de la répression policière. Une fois de plus — et j'évoque par exemple l'accueil inoubliable fait par la salle à un représentant de l'U.G.E.M.A. — les intellectuels et étudiants ont exprimé leur conviction de l'étrange solidarité de notre combat pour la démocratie et de la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Sur ces vérités, très tôt ressenties par la masse des intellectuels et des étudiants, un large mouvement d'union se réalise depuis longtemps dans l'action de chaque lycée, de chaque centre universitaire, des artistes, des écrivains, de tous les intellectuels.

La journée du 11 signifie que, devant une plus grande urgence et à la faveur de la puissante vague démocratique actuelle, toutes ces actions, jusque-là éparses et fragmentées, doivent se fonder en un rassemblement national cohérent et responsable.

Il ne s'agit pas seulement d'échanger les expériences » entre les divers « comités » de base. Il faut qu'à partir des expériences diverses, des mots d'ordre d'ensemble puissent être élaborés et popularisés concernant aujourd'hui la vigilance et la riposte antifasciste, demain l'avenir d'une France nouvelle. Ce qui vient de se passer, notamment depuis le 8 février, montre que seules les actions massives généralisées peuvent désormais répondre aux impératifs de la situation. Tout ce qui contribue à en accélérer le développement, à détruire les obstacles encore dressés par la division des forces politiques et syndicales, doit être soutenu. C'est ainsi qu'au P.S.U., et dès le premier jour, nous avons jugé de la Ligue, non point comme d'un mouvement destiné à se substituer aux syndicats et aux partis; nul n'attache plus d'importance que nous à l'action des organisations syndicales, et ne nous sommes-nous pas donné pour tâche

de construire une force politique nouvelle de la gauche? Mais la Ligue peut être un levain propre à accélérer l'action commune, générale, des forces antifascistes.

Comme telle, nous n'avons jamais pensé que la Ligue pourrait limiter ses ambitions et ses initiatives au seul secteur des intellectuels. Est-ce au moment où le cloisonnement tombe, où les travailleurs de toutes professions et de toutes conditions infligent une écrasante défaite aux bandes fascistes et au terrorisme policier qu'on peut prétendre fractionner et émietter tant d'élan et d'enthousiasme? Est-ce au moment où les masses enfin s'ébranlent qu'on peut s'accrocher à des discriminations artificielles entre intellectuels et classe ouvrière, comme d'ailleurs entre n'importe qu'elles catégories de travailleurs?

C'est pourquoi l'insistance mise par certains délégués communistes à enfermer la Ligue dans les limites du monde intellectuel nous a paru — et a paru sans doute à beaucoup de délégués — déplacée. Le combat de la classe ouvrière qui est le même que celui des intellectuels, de tous les travailleurs, ne gagne rien à ces distinctions.

En revanche, ce qui est urgent, c'est l'élargissement politique de l'union réalisée. Il ne sert à rien de se réclamer de nombreux comités antifascistes si ces comités ne regroupent que les éléments actifs du courant communiste et ceux du courant P. S. U., flanqués des traditionnels échantillons d'« inorganisés ». Nos camarades communistes savent comme nous que tous ceux-là prennent depuis longtemps leur part du combat. Le problème — non résolu jusqu'ici et que nous devons ensemble résoudre, que nous avons commencé à résoudre — c'est celui de l'entrée dans la lutte de tous ces hésitants, de ces incertains, déçus par trop d'expériences malheureuses, freinés par les préjugés et qui comme nous pourtant veulent la paix, la démocratie, et demain des solutions socialistes.

Nous savons bien que, dans la plupart des cas, ils ne viennent pas dans les comités de base de type traditionnel. Ils ne viendront que s'ils y trouvent les garanties d'un fonctionnement démocratique grâce à la présence de représentants qualifiés des organisations syndicales — S.N.E.S., S.G.E.N., dans le cas d'un lycée, U.N.E.F. chez les étudiants — aux côtés de délégués des divers courants politiques de la gauche.

Cette garantie qu'offrent, sur un autre plan, les cartels d'action départementaux grâce auxquels, depuis deux ans, s'est prodigieusement élargi le mouvement de lutte pour la paix en Algérie, la Ligue s'est efforcée de la ménager en élisant un collectif de direction représentatif de la plupart des tendances politiques de la gauche antifasciste.

Après le succès des Assises, les militants du P.S.U. ont la certitude que la Ligue sera un instrument efficace du renforcement et de l'élargissement de l'action antifasciste. Ils travailleront à ce qu'il en soit ainsi.

J. POPEREN.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

De nombreux télégrammes de soutien amical sont venus réconforter notre Parti dans sa lutte contre le fascisme. Leurs auteurs expriment aussi leur solidarité vis-à-vis des victimes de la répression policière, et au-delà, de tout le peuple français dressé pour défendre ses libertés et la démocratie.

C'est ainsi que nous avons reçu de Pietro Nenni le télégramme suivant :

« Vous exprimez notre solidarité dans la lutte antifasciste. Le peuple parisien contre la rébellion et contre la collusion Pouvoirs publics. »

Parmi les autres télégrammes, nous devons mentionner ceux venant d'Italie et signés de :

- Fédération des Jeunes Socialistes Italiennes ;
- Fédération Communiste de Forlì ;
- de Andrea Dosio, du Parti Socialiste (tendance Nenni) ;
- de Torenzio Magliano, du Parti Social Démocrate (tendance Saragat) ;
- de Ugo Pecchioli, du Parti Communiste (Togliatti) ;
- de Bruno Villabruna, du Parti Radical, et
- de Giacomo Volpini, du Parti Républicain.

LETTRE A M. FREY

Notre camarade Roland Florian, membre du Bureau national, se trouvait parmi les manifestants qui, le 8 février, ont été précipités pêle-mêle les uns sur les autres par la violence de la charge policière dans les escaliers du métro « Charonne ». Puisque le ministère de l'Intérieur a annoncé l'annulation d'une enquête, Roland Florian a estimé que son témoignage pouvait être une utile contribution à la recherche de la vérité. C'est pourquoi, il vient d'écrire à M. Frey la lettre que nous publions ci-dessous.

Paris, le 13 février 1962.

Monsieur le ministre,

J'ai entendu votre allocution après la soirée sanglante du 8 février. Sans vouloir m'arrêter à l'interprétation que vous donnez des faits, j'ai surtout retenu que vous avez prescrit une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont déroulés les événements et notamment sur les circonstances des décès.

C'est à propos de ce dernier point que je crois pouvoir être utile à la justice en apportant ma modeste contribution à la recherche de la vérité.

Je suis membre du bureau national du P.S.U. et j'étais, avec mes camarades, dans le cortège de ceux qui clamaient leur indignation devant les crimes de l'O.A.S. Placé en tête de ce cortège, j'ai assisté à la charge de la police et j'ai eu le triste privilège d'être de « ceux » de la bouche du métro « Rue de Charonne ». Je peux donc témoigner de ce qui s'est passé en cet endroit d'où plusieurs morts ont été retirés.

Quinze couches de corps entremêlés, renversés, se débattaient, tentant de rétablir un équilibre impossible. Des hommes, mais aussi des femmes et des jeunes, piétinés, écrasés, déchirés, sanglants, luttant contre la mort, n'ayant même pas la possibilité d'opter dans le choix abominable qui leur était fait : l'étouffement ou les matraques.

Dessous, des femmes et des hommes ensanglantés, le visage bleu, les yeux révulsés. Dessus, une dizaine de gardiens de la paix (et deux civils) répartis autour de la bouche de métro, frappant à tour de bras, s'acharnant sur des gens dont la position ne leur permettait même pas de se protéger.

Ni les mots, ni les lettres à un ministre, ne permettront jamais de décrire l'atrocité de la situation... Pour ma part, je n'ai ressenti une telle impression qu'en une seule occasion. C'était en août 1944 et il ne s'agissait pas alors de policiers français mais de soldats allemands...

Depuis longtemps, ces manifestants-là avaient cessé d'être dange-

reux pour « l'ordre » puisque la manifestation était repoussée à 150 mètres, mais l'opération sur la bouche de métro se poursuivait néanmoins. Elle dura vingt minutes...

Il est sans doute vrai que des manifestants périront d'étouffement. Mais au métro Charonne, il s'agissait d'étouffement voulu, organisé. Car il n'était pas possible de ne pas voir le drame. Il n'était pas possible de ne pas entendre les cris de ces gens qui imploraient la pitié, qui demandaient grâce !

Mais ce n'est pas tout, monsieur le ministre. Vinrent les projectiles. Je ne me souviens, pour ma part, que des chaises et des grilles d'arbres. Et surtout des grilles d'arbres. J'affirme avoir vu des gardiens de la paix brandir ces grilles d'arbres au-dessus de leurs têtes et les projeter avec force dans la masse hurlante et grouillante, les lancer non pas « à plat » mais verticalement ! J'affirme avoir vu l'un de mes voisins recevoir une grille sur la tête. Cela a fait un bruit mat, puis la tête de l'homme s'est renversée sur le côté, ses yeux se sont retournés et son corps s'est laissé aller au gré du mouvement, glissant petit à petit sous les autres...

Pardonnez ces détails, mais mon témoignage ne vaut que par eux. On était loin alors du simple souci de maintenir l'ordre. Il y avait — et je le dis en toute connaissance de cause — chez les hommes qui ont commis ces actes abominables, volonté délibérée de tuer.

Ces faits, d'autres pourraient en témoigner — que ce soit les survivants du drame ou les habitants du quartier qui, de leurs fenêtres, ont pu suivre ce spectacle.

Estimant que mon témoignage peut être utile pour l'enquête que vous avez ordonnée sur les circonstances de la mort de plusieurs citoyens français au cours des tragiques événements du 8 février, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je me tiens à la disposition de la justice et que je désire être entendu.

Je vous prie d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments républicains.

Roland FLORIAN.

D'étranges silences à la R.T.F.

Notre camarade Jean Rabaut, journaliste à la R.T.F. et — depuis avril 1961 — secrétaire du Comité de Vigilance de cet établissement, a eu, à son tour, l'honneur répandu de se voir plastiquer, lundi soir, 12 février.

La charge avoisinait le kilo. Comme à l'ordinaire, c'est la loge de la concierge qui a le plus souffert; mais, par chance, aucun dégât autre que matériel ne s'est produit.

Le lendemain matin, 13, Jean Rabaut s'est vu interdire l'accès des locaux du Centre Bourdet, au 118, Champs-Élysées, son lieu de travail ordinaire, par ordre du directeur des Informations, M. André Gérard, lequel avait, dans la nuit, donné l'ordre de ne pas mentionner son nom sur les antennes parmi la liste des plastiqués de la nuit, alors que Radio-Luxembourg et Europe N° 1 en faisaient mention.

Le prétexte invoqué par M. Gérard est une altercation survenue, le vendredi précédent, entre Jean Rabaut et M. Godiveau, l'un des rédacteurs en chef, célèbre pour les accointances qu'il eut naguère à Alger avec MM. Challe et consort.

Le S.J.R.T. (Syndicat des Journalis-

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —
LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

tes de Radio et de Télévision) est, bien entendu, entièrement solidaire de notre camarade.

Rabaut est, après Frédéric Pottecher et Michel-Droit, le troisième journaliste de la R.T.F. à être plastiqué.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

De la défense des libertés à la grève générale

MARDI 6 février : avec l'accord de M. Paye, donc du gouvernement, l'U.N.E.F. et la F.E.N. organisent une journée nationale « pour la défense des libertés » qui doit exprimer publiquement l'attachement de l'Université à « la légalité républicaine ».

Mercredi 7 février : l'O.A.S. répond par dix plastiquages atteignant notamment le journaliste V. Pozner et le domicile du professeur Vedel, l'un des rédacteurs du texte lu la veille.

Pour protester, la C.G.T., l'Union parisienne de la C.F.T.C., l'U.N.E.F., le S.G.E.N. et plusieurs sections de la F.E.N. et du S.N.I., auxquels se joindront le P.S.U., le P.C.F., appellent à une manifestation pour le jeudi 8, à la Bastille, pour 18 h. 30, « contre l'O.A.S. et les menaces fascistes ».

La Préfecture de Police, que le cours du professeur Vedel n'a certainement pas convaincue, rappelle immédiatement l'interdiction de toute manifestation sur la voie publique. Les organisateurs protestent. Ils affirment que l'interdiction « ne peut être interprétée par l'O.A.S. que comme un encouragement à ses agissements criminels », ils rappellent que la démonstration doit « se dérouler dans la dignité ».

Jeudi 8 février : fin de matinée, une délégation de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F. est reçue par le préfet de police qui maintient l'interdiction. La délégation espérait au moins éviter des brutalités en prenant le cas échéant la responsabilité d'une manifestation « digne ».

Une véritable chasse à l'homme

En fait, il apparaît clairement que les responsables du maintien de l'ordre préméditaient une répression « exemplaire », ceci pour répondre d'une part aux objectifs du pouvoir : pas de débordement par la gauche ; d'autre part, afin de démontrer que de Gaulle n'admet des manifestations que lorsqu'elles rejoignent ses calculs politiques.

A partir de 17 heures, la place de la Bastille est investie par les forces de police, abondantes comme à l'habitude. Des centaines, puis des milliers de manifestants apparaissent dans les rues environnantes. Vers 19 h. 20, les premiers slogans : « O.A.S. - Assassins » sont lancés. Il n'y a pas alors une manifestation, mais deux, mais trois, quatre, qui vont se déplacer dans un triangle compris entre la République, la Bastille, la Nation.

Boulevard Beaumarchais, la violence devient extrême. Il y a d'une part plusieurs milliers de jeunes, d'autre part plusieurs cordons de policiers. Les jeunes qui n'entendent pas les conseils modérateurs des aînés et qui ont en mémoire la dernière manifestation du 19 décembre où la dispersion se fit sans qu'il y ait de tentatives générales d'atteindre la Bas-

tille, sont décidés à rendre coup pour coup. Lorsque le ministre de l'Intérieur évoque des « émeutiers organisés », il veut ignorer la haine dont certains de ses représentants sont aujourd'hui entourés. La lâcheté avec laquelle les « représentants de l'ordre » vont alors charger est la véritable cause du drame. Rue Saint-Sabin, rue Froment, rue du Chemin-Vert, ils poursuivent les participants, se livrant à une véritable « chasse à l'homme » (que le ministre de l'Intérieur démentira, bien sûr). De nombreux blessés à la tête sont alors ramassés.

Boulevard Voltaire, les choses tourneront au drame. C'est que là, la densité des manifestants est extrême et la férocité des policiers s'exerce d'autant plus que la peur interviendra. L'incident du car de police attaqué est symptomatique. M. Frey affirme qu'il s'est trouvé place Voltaire des groupes de choc du Parti communiste pour assaillir les forces de l'ordre. Or si les manifestants ont bien attaqué un car de police, il s'agissait de libérer d'autres manifestants arrêtés. On rapprochera encore le témoignage d'un professeur, lecteur du « Monde » (11-12 février), arrêté à 20 h. 30 et passé à tabac dans un car de police : ces choses-là, les participants à la manifestation le savaient.

Un camarade qui se trouvait pris

les étaient les unités en place sur les lieux de la répression et le châtimement et la dissolution des unités coupables.

Le docteur Vidal-Naquet, opérant à la clinique des Bluets, a indiqué avoir reçu de très nombreux blessés, le cuir chevelu fendu, voire haché « par des coups d'une violence inouïe ».

« J'ai constaté, dit encore le docteur Vidal-Naquet, des fractures d'humérus, de fémur, des enfoncements thoraciques ».

Le docteur Leibovici, de l'hôpital Saint-Antoine, a enregistré quatre fractures du crâne, faites, selon les victimes, « dans un car spécial où elles avaient été frappées tandis qu'on leur tenait les mains ».

Au siège de la C.F.T.C., d'autres témoignages ont été rendus publics. Ici un jeune homme jeté à terre criblé de coups de crosse de mousqueton, là des bastonnades systématiques.

Des assassinats

Le témoignage de Bouret, vice-président de l'U.P.-C.F.T.C., expose clairement comment plusieurs femmes ont été assassinées :

« Nous avons vu une proclamation aux manifestants qui se terminait par un ordre de dispersion. Celle-ci s'amorçait lorsque les policiers ont dé-



(A.F.P.)

« Les effectifs de la Police Municipale n'étaient pas animés d'intentions offensives ». (Maurice LEGAY, directeur de la Police Municipale).

dans une des bousculades mortelles, rapporte ailleurs la manière dont des policiers « Algérie française » participèrent à ce qu'il faut bien nommer un assassinat.

Des témoignages

Au cours d'une conférence de presse qui devait suivre, jeudi soir, les organisateurs de la manifestation (C.G.T., U.N.E.F., C.F.T.C.) ont formulé des accusations précises :

« Le 8 février, il n'y a pas eu de désordre en particulier dans le déroulement de l'importante colonne venue au pont Sully-Morland. Les dirigeants ayant parlementé avec les forces de police, ladite colonne traversa la Seine et défila jusqu'à la rue des Ecoles où elle se dispersa sans incidents. En revanche, les brutalités des policiers se déchaînèrent boulevard Beaumarchais et à la station de métro Charonne. Alors que la dispersion commençait, des agents matraquèrent les manifestants scandant « Algérie française ». Certains d'entre eux portaient des insignes blancs avec deux pieds noirs. Les organisateurs s'inscrivent en faux contre l'affirmation du ministre de l'Intérieur assurant que des commandos communistes ont encerclé les forces de police... Les organisations... exigent de savoir quel-

clenché une charge, fonçant sur nous, bâtons en l'air. La foule a reflué, dans le boulevard Voltaire et bon nombre de personnes voyant s'ouvrir sur leur chemin la bouche du métro Charonne s'y engouffrèrent. La précipitation fut telle que les premiers rangs se trouvèrent écrasés au bas des escaliers par ceux qui se pressaient derrière eux, si bien que tous tombèrent les uns sur les autres au point que les premiers se trouvèrent enfouis sous quinze couches humaines. Puis la police jeta les corps de manifestants assommés sur ceux qui se trouvaient dans la bouche de métro et, par-dessus, des grilles d'arbres, des tables de cafés. « Nous étions dans l'impossibilité de faire le moindre mouvement. Lorsque nous avons réussi à nous dégager, nous avons relevé trois femmes mortes qui avaient été étouffées et piétinées par les rangs suivants. »

Brigades spéciales de la police ? Compagnies « républicaines » de sécurité ? Gardes mobiles ? Que nous importe que les responsables soient, à cet échelon, ici ou là. Les responsables réels ce sont les Frey, Papon et Cie, exécutants gaullistes de la politique de grandeur.

Ce même Frey, jeudi soir, devait aussi annoncer au cours d'une conférence de presse que le responsable était... le Parti communiste ! Lequel avait, en l'occurrence, fait agir des

« émeutiers ». De l'avis des camarades du P.S.U. présents à la manifestation, au contraire et surtout, les responsables du P.C. à tous les échelons tentèrent d'obtenir la dispersion sans accrochages avec la police. Il est vrai qu'on ne peut ajouter foi aux déclarations d'un ministre gaulliste ; ainsi M. Frey annonçait : « Il n'y a pas eu de blessés par balle... Et quelques heures après, l'A.F.P. rectifiait : « Il n'y a pas eu de victimes par balle ».

Une commission d'enquête

L'ouverture d'une information judiciaire annoncée à grand renfort de déclarations lénifiantes ne dissimulera pas la réalité. On peut déjà indiquer — puisque M. Frey, avant même de connaître le détail de la manifestation de jeudi soir, annonçait immédiatement le « complot » communiste — que ses conclusions rejoindront celles de l'U.N.R. et de son Frey réunis. Nous en récusons par avance le témoignage, lui préférant celui d'une commission d'enquête comprenant des responsables syndicaux, des médecins. De toute façon, si l'on juge des suites du 19 décembre, on peut annoncer aussi que M. Papon ne sacrifiera pas ses sections spéciales. Mais la véritable riposte ne se situe plus à ce niveau. La répression du jeudi 8 février marque la volonté du gouvernement, que l'éventualité d'un cessez-le-feu soit proche ou non, de maintenir sous sa botte toute opposition de gauche. En lançant dès le vendredi un premier ordre de grève, les syndicats ont réagi sur leur terrain.

Un communiqué des organisations responsables de la manifestation de jeudi (Unions des Syndicats C.G.T. de la Seine et de la Seine-et-Oise, Union régionale parisienne C.F.T.C., F.E.N. et S.N.I. de Seine-et-Oise, Union des Syndicats F.O. de la région parisienne) annonce la décision prise d'une grève générale pour la journée des obsèques des victimes. Il précise qu'un arrêt du travail est fixé pour le jour même de 15 à 16 heures.

La Fédération de l'Education nationale, qui n'avait pas pris part à la manifestation, s'y associe de même que la S.F.I.O. On estime à deux millions le nombre des travailleurs qui répondront à l'appel. 15.000 grévistes chez Renault, arrêt des autobus, du métro, à la S.N.C.F., au Gaz, à l'E.D.F., à Air France. Dans certaines entreprises, on compte 90 à 95 p. 100 de grévistes, de même au Quartier Latin. Spontanément des manifestations s'organisent dont la plus marquante est celle des ouvriers du Livre.

Beaucoup plus suivie que la grève du 19 décembre, celle-ci s'étend aussi en province, notamment à Saint-Etienne, Grenoble, Nantes, Rouen, Bordeaux, Marseille, Le Havre, Lille, Clermont - Ferrand, Châtelleraut, Lyon, Toulouse.

E. C.

Communiqué du P.S.U.

Le Bureau national et les fédérations de la région parisienne du P.S.U. communiquent :

Les unités de police lancées par le préfet Papon contre la manifestation anti-O.A.S. se sont livrées à des actes d'une incroyable sauvagerie.

La plupart des victimes ont été frappées au moment où la manifestation prenait fin.

Le P.S.U., qui compte de nombreux blessés parmi ses membres, s'incline devant ceux qui sont tombés en défendant la cause de la liberté. Le gouvernement porte la pleine responsabilité de leur mort. Car c'est lui qui, au moment où l'O.A.S. multiplie ses attentats, a décidé d'interdire une démonstration des travailleurs parisiens et de jeter contre elle les tristement célèbres brigades spéciales.

Le P.S.U. appelle la population parisienne à répondre aux mots d'ordre qui seront lancés par les syndicats et les organisations politiques et l'invite à exiger dès maintenant :

- le châtimement des assassins ;
- la dissolution des brigades spéciales ;
- la démission du ministre de l'Intérieur et la révocation du préfet de police.

9 février 1962.

Communiqué du P.S.U.

Le peuple a répondu en rendant un hommage grandiose aux morts du 8 février, les forces profondes de la nation ont signifié leur volonté inébranlable et réfléchie de faire front contre les provocations des bandes fascistes de l'O.A.S. et le terrorisme policier.

Par millions et par millions — à l'appel de la C.G.T., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F., de la F.E.N., du Parti Socialiste Unifié, du P.C. et de nombreuses autres organisations — grévistes et manifestants du 13 février 1962 ont voulu donner un coup d'arrêt aux entreprises de guerre civile comme au complot permanent du pouvoir contre les libertés des travailleurs et de tous les citoyens.

Le P.S.U. est convaincu que la puissance sans précédent de la journée du 13 février est un signe éclatant du réveil des énergies populaires, naguère assoupies par les fallacieuses promesses du système gaulliste.

Le P.S.U., force politique nouvelle, a lutté avec persévérance pour que s'organise le front commun des syndicats et des partis de gauche : c'est ainsi seulement que seront balayés les obstacles qui subsistent à la paix avec l'Algérie. C'est ainsi seulement, nous le répétons encore aujourd'hui solennellement, que se prépare la relève d'un régime rétrograde et anti-populaire.

Pour y parvenir, notre parti agira, dès les jours à venir, avec la même détermination, fort de la confiance que lui portent les travailleurs, les jeunes, les antifascistes qui, chaque jour plus nombreux, rejoignent ses rangs.

13 FEVRIER 1962

TÉMOIGNAGE :

COMMENT LE GOUVERNEMENT ASSASSINE LES RÉPUBLICAINS

J' à la manifestation du 8 février. J'étais au métro Charonne. Si je suis encore en état d'en parler, c'est par un pur miracle. Dans ces cas-là, il n'y a pas de héros : tout est rapport de forces... et de chance.

Sur ma conscience, voici comment les choses se sont passées, là où je me suis trouvé !

Après avoir déjoué le service d'ordre, une colonne de manifestants s'était engagée sur le boulevard Voltaire, à la hauteur du boulevard Richard-Lenoir. Il était à peu près 19 heures.

En tête, bras-dessus, bras-dessous, quelques dirigeants d'organisations. Derrière, une masse de jeunes. Pas de drapeaux, seulement quelques banderoles portant : « O.A.S. assassins ». Des cris, certes, reprenant le slogan, des pancartes avec : « Paix en Algérie - Unité antifasciste ».

De part et d'autre, des responsables qui canalisent la foule et assurent le service d'ordre et la circulation des voitures aux carrefours.

Des balcons, sur les trottoirs, de nombreux applaudissements applaudissaient.

Le passage de la place Léon-Blum se fit sans aucun heurt. Pas de police, pas d'arrêt, pas d'acrocchage. Il était un peu plus de 19 heures.

Une jonction devait s'opérer avec des colonnes de manifestants arrivant de quelques rues adjacentes.

Puis ce fut la halte au petit carrefour Charonne - Voltaire. Un temps d'arrêt pour permettre à la dernière colonne arrivant par la rue de Charonne de se joindre au gros des manifestants.

Encore 25 mètres et c'est la fin de la manifestation. Un orateur, juché sur quelques épaules, lit un papier. Au-devant, les responsables ordonnent la dislocation.

Il y a beaucoup de monde : dix à vingt mille personnes, peut-être.

Mais devant, à 50 mètres, des cars barrent le boulevard Voltaire.

Pourquoi à cet endroit ? Pourquoi n'étaient-ils pas place Léon-Blum, à la hauteur du commissariat de police ? Pourquoi avoir laissé les manifestants venir jusque-là, ne pas les avoir arrêtés plus tôt ou ne pas les avoir laissés remonter jusqu'à la Nation ?

Quoi qu'il en soit, la manifestation devait s'arrêter au métro Charonne et la police s'y trouvait en force.

J'étais au premier rang. J'ai vu.

A un signal donné, les policiers, casqués, bottés, recouverts de cuir, armés de longues matraques blanches, s'avancent, l'arme levée. Cinquante mètres à franchir.

A ce moment précis, pas de bruit, la foule recule, stupéfiée par cette subite attaque. Mais, derrière, on n'a rien vu et aux cla-

meurs résonnent des cris de fureur. Des grappes humaines s'éroulent. Les policiers s'acharment sur les gens à terre. Ils visent systématiquement les têtes.

La mêlée est à son comble. Devant l'attaque, les premiers rangs refluent. Les policiers foncent, frappent, des hommes et des femmes croulent, ensanglantés. D'autres cherchent à se mettre à l'abri.

Le métro offre sa bouche béante. On s'y engouffre sous la poussée des policiers. Mais des ordres ont été donnés : les grilles sont fermées. Les premiers rangs s'éroulent, d'autres suivent, tombent sur eux, s'entassent, hurlent, se débattent. Mais la poussée continue et l'entassement des corps se poursuit

de tuer. Puis c'est une grille d'arbre en fonte qui vient heurter la tête de l'homme qui m'écrase. Un bruit mat. Un jet de sang. La tête retombe. Il ne bouge plus.

J'ai vu, je l'atteste, jeter sur nous ces objets meurtriers. Puis les assassins s'éloignent. Les premiers se relèvent. Il s'agit de sortir. Sortir pour échapper à l'étauffement qui a déjà fait des victimes. Sortir et échapper au matraquage qui continue.

Mais nous sommes pris entre deux feux. Heureusement, je peux marcher un peu. Une porte entrouverte. Un couloir, un escalier. Ils sont déjà pleins de monde.

Un havre. On respire un peu. Pas longtemps. La police pousse la por-

bles. Et ces deux corps ensanglantés et inertes devaient être morts.

Voilà, je l'atteste sans passion, ce qui s'est passé au moment où débuta la sanglante boucherie policière de Charonne.

Une date qui restera dans l'histoire des luttes populaires.

Où sont les responsabilités ?

La manœuvre gouvernementale est bien connue. Aujourd'hui, on parle de provocations et on accuse le Parti communiste.

C'est un mensonge grossier.

La manifestation du 8 février a été organisée par les syndicats C.F.T.C., C.G.T., l'U.N.E.F. et la F.E.N. A eux se sont joints le Parti communiste et le P.S.U.

Aucun autre mot d'ordre que la lutte contre l'O.A.S. Aucun slogan antigouvernemental. Du bruit, certes, mais une présence qui voulait attester que le peuple des travailleurs est décidé à se battre contre l'O.A.S. et à écarter de notre pays la menace fasciste. Est-ce vraiment la volonté du gouvernement ? On en peut douter.

Le gouvernement, même s'il se décide à lutter mollement contre l'O.A.S., craint plus encore tout ce qui peut aboutir à une reconstitution de l'unité de combat de la classe ouvrière. C'est pour cela qu'il n'hésite pas à mentir outrageusement en dénonçant une prétendue provocation communiste. En réalité, chaque fois qu'il y aura une manifestation ouvrière, le gouvernement parlera de « manipulation communiste ».

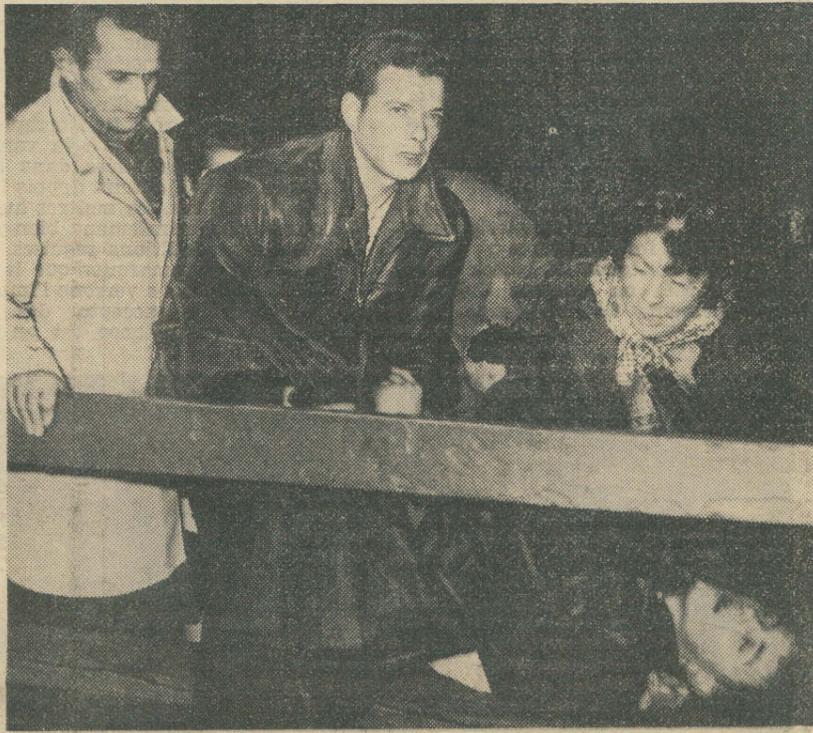
Il lui importe peu que le peuple soit pour ou contre l'O.A.S. pourvu qu'il reste divisé. Le ministre de l'Intérieur l'a dit explicitement : « Ce n'est pas en faisant des manifestations dans les rues... qu'on sert la cause de la République ».

Mais lors d'un putsch récent, son patron M. Debré, affolé et délirant, demandait l'aide de la population contre les parachutistes de Salan. Et le général de Gaulle, abandonnant pour un temps ses vaticinations, suppliait le peuple de l'aider.

Les huit morts et les quelques centaines de blessés sont à mettre au compte de M. Roger Frey et de M. Debré, au premier chef et à l'actif de M. Papon.

Nul doute que, quel que soit le temps qui s'écoulera, ces messieurs auront des comptes à rendre à la justice populaire. On ne tue pas impunément. Et le général de Gaulle, lui aussi, risque bien de ne pas échapper au jugement de l'Histoire, car on ne pourra effacer les taches du sang ouvrier qui ont rejilli sinistrement sur sa « grandeur ».

H. MARTEL.



« Des gens résolus à attaquer... entraînés au combat de rue... des commandos de choc. » (Maurice LEGAY, directeur de la Police Municipale.)

jusqu'à la hauteur du trottoir. Impossible de remuer bras ou jambes sous trois mètres de corps disloqués.

Près de moi, une femme hurle. Elle va étouffer. Elle hoquète, ses yeux se révulsent, elle ne réagit plus, la bouche grande ouverte. Un homme, la tête ensanglantée, perd son sang sur moi qui ne peux bouger, à peine respirer. Au-dessus, dix corps, vingt corps, je ne sais plus.

Une main cherche à prendre appui et m'enfoncé davantage. Je me débats. C'est la lutte pour la vie.

Tout à coup, un policier jette sur l'amoncellement des corps une chaise. Effacé, mais encore conscient, j'ai vu les yeux froids de haine et, sur ce visage, la volonté

te et jette des grenades lacrymogènes.

On cale la porte... et on attend en pleurant.

D'une fenêtre, j'ai vu des policiers se ruer, à plusieurs, sur des gens qu'ils venaient de déloger d'une maison. Avec eux, des civils. Des policiers en civil, certainement, car ils ont rejoint, ensuite, les policiers en tenue.

La suite n'a qu'un intérêt pittoresque, malgré le dramatique de la situation. Comme il était impossible de ressortir sur le boulevard Voltaire où nous attendaient les matraqueurs, nous avons débouché sur une rue adjacente en passant par les toits.

Nous étions sauvés. Mais combien des nôtres étaient grièvement

Le peuple de Paris rend hommage aux huit victimes du Pouvoir

Combien ? 500.000 ? Moins ? Plus ? Certainement plus. Mais la question réside ailleurs : dans la manifestation d'unanimité qui s'est, pour la première fois depuis des années, concrétisée. Paris n'avait connu de longue date une telle manifestation de masse. Dès huit heures, mardi matin, le boulevard du Temple, où se trouve la Bourse du Travail, voyait le spectacle insolite de délégations, chargées de couronnes de fleurs, venant s'incliner devant les huit cercueils. Dans le hall, crépés de noir, avec chacun une pancarte le tirant de l'anonymat, les huit morts trouvaient l'image émouvant du peuple.

En vêtement de travail, des postiers, des infirmières, des employés de la R.A.T.P., des ouvriers en bleu de travail, des étudiants s'amassèrent.

Près des catafalques, les représentants des différents syndicats et partis, organisateurs de la manifestation sanglante, se relaient en haie d'honneur. Dehors, sous la pluie, le vent, des centaines, puis des milliers s'agglutinent en silence. Ici des jeunes gens, groupés par lycées, par A.G.E., là des adultes, venus avec

quelques camarades ou, le plus souvent, en délégations d'entreprises.

Une prise de conscience

Partout le même visage serein, le même sérieux. Pas de cris, pas de bousculade. On attendra durant des heures, les pieds dans la boue, dans les flaques, tandis que la grêle maintenant tombe — sans murmures. Le boulevard du Temple se trouve noyé dans une vague humaine. La place de la République aussi. Et toujours

et partout des couronnes de fleurs rouges. Un moment les fourgons mortuaires remontent la foule qui s'en trouve, muette.

A la Bourse du Travail, à l'instant de la levée des corps, la foule devient muette. Des porteurs prennent en charge les photographies immenses des huit. D'autres, un millier au moins, se chargent des couronnes. Le cortège se met en route.

Il faudra une demi-heure pour que ce mouvement lent atteigne, deux cents mètres plus loin, les milliers

de manifestants convergeant des rues adjacentes.

Pour parvenir, du sommet de l'avenue de la République au cimetière du Père-Lachaise, quatre heures seront nécessaires. La foule est d'une telle densité que les trottoirs disparaissent.

En tête du cortège, ont pris place les représentants du P.C.F., du P.S.U. (tous les membres du Bureau national présents à Paris : Bourdet, Depreux, Florian, Klein, Verdier, Poppen, Martinet, Arthuys, Longeot, Pénin, auxquels s'était joint Mendès-France), de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N., de l'U.N.E.F.

Ce n'est que vers 13 heures, au Père-Lachaise, que des délégués des différents groupements représentés prendront la parole. Dominique Wallon, pour l'U.N.E.F., tirera une leçon politique du meurtre des huit. Les équivoques sont dissipées : le pouvoir gaulliste a révélé son vrai visage.

E. C.

Parmi les membres du Bureau national du P.S.U. qui se trouvaient en tête du cortège, mardi dernier, de la République au cimetière du Père-Lachaise, il manquait un camarade : Jean Verlhac, grièvement blessé au cours des manifestations du jeudi 8 février, était encore hospitalisé à la Salpêtrière. On espère cependant qu'il lui sera possi-

ble de rentrer bientôt chez lui et d'entrer en convalescence.

A Jean Verlhac, à tous les camarades blessés en même temps que lui, le Bureau national du P.S.U. et « Tribune Socialiste » adressent leurs vœux de rétablissement et leur expriment leur sympathie.

La grande misère...

L'ENSEIGNEMENT technique, industriel et commercial a pour objet, selon les termes de la loi Astier du 25 juillet 1919, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts et métiers en vue de l'Industrie et du Commerce.

Ainsi la première définition systématique d'un enseignement encore épars ne proposait en fait qu'une juxtaposition des disciplines générales et de l'apprentissage ; cet enseignement, si l'on peut vraiment l'appeler ainsi, dépendait d'ailleurs, à cette date, du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Quarante ans plus tard, bien qu'il soit rattaché maintenant au ministère de l'Education nationale, l'Enseignement technique demeure le parent pauvre de l'Université ; chaque rentrée s'annonce plus catastrophique que la précédente si bien que l'on s'achemine vers le point de rupture : l'Etat aura failli à sa mission si la carence des Pouvoirs publics se prolonge davantage ; l'enseignement technique est en péril de mort.

Il importe donc, pour mesurer l'ampleur de la crise, de dresser en ce domaine un rapide état des besoins et des problèmes. Mais suffit-il d'un bilan ? Il est à penser que ce sont les conceptions mêmes de cet enseignement, les structures qui sont à mettre en cause, et, au-delà, les puissances qui les inspirent et en imposent le maintien.

L'enseignement technique, amorcé dans les réformes scolaires de la Révolution ne retient pas l'attention de l'Empire et de la Restauration. Les classes dirigeantes au pouvoir dans les régimes qui se succèdent se soucient avant tout de parachever l'enseignement primaire et d'organiser les ordres d'enseignement destinés à la bourgeoisie avec l'adjonction à la fin du XIX^e siècle, sous la pression des nécessités économiques et scientifiques, des classes dites « modernes » primaires supérieures pour la petite bourgeoisie. Aussi les premières initiatives concernant l'Enseignement technique furent-elles purement privées et intéressèrent-elles la formation technique supérieure. Ecole supérieure de Commerce de Paris en 1820, Ecole centrale en 1829, puis villes et chambres de commerce organisent des cours de dessin, de mécanique, par exemple en 1871 les Ecoles professionnelles de la ville de Paris. En 1880, enfin, sont créées les Ecoles nationales primaires supérieures et professionnelles, qui deviendront les E.N.P., puis en 1892 les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie qui de 1.700 élèves en 1893 passent à 15.000 en 1913.

Il faut attendre la loi Astier pour qu'un ensemble cohérent soit réalisé ; l'Enseignement technique proprement dit était enfin né, mais son retard sur les autres allait demeurer constant.

Des structures complexes

Le décret du 6 janvier 1959 ou « Réforme Berthoin » prévoit pour l'Enseignement technique quatre orientations :

1. — Formation dans les collèges d'enseignement technique (anciens centres d'apprentissage) de professionnels qualifiés en 3 ans, de 13 à 17 ans (ancien brevet d'Etude industrielle ou commerciale).

3. — Formation de techniciens brevetés de 13 à 18 ans. Les Lycées techniques, anciens Collèges techniques ou C.N.P., assurent ces deux derniers types de formation.

4. — Formation de techniciens supérieurs en 2 ans, succédant aux cas précédents.

Cette réforme n'est au reste qu'un effort de classification d'un ensemble très complexe.

On trouve, en gros, les établissements suivants :

— Cours professionnels organisés par l'Etat, les municipalités, les Chambres de commerce et les Chambres de métiers, obligatoires pour tous les enfants de 14 à 17 ans en apprentissage ou exerçant un métier.

— Centres d'apprentissage, au nombre de 857, où l'on entre à 14 ans (le cycle d'observation s'achève normalement à 13 ans...).

— Pour les agents techniques : les anciens Collèges techniques (257), les Ecoles professionnelles de la ville de Paris, les cours complémentaires professionnels et sections techniques des Cours complémentaires, les Ecoles de métiers (avec le concours d'une Chambre de commerce ou d'une association professionnelle), enfin, les C.N.P.

— L'Enseignement technique supérieur comprend deux branches. La formation en 2 ou 3 ans de techniciens supérieurs, où règne un désordre absolu — l'arrêté d'application définissant les écoles et les brevets, prévu par le décret du 6 janvier 1959 n'est toujours pas paru — et les écoles d'ingénieurs depuis les E.N.I.A.M. (Ecoles nationales d'ingénieurs des Arts et Métiers) jusqu'à l'Ecole centrale de Paris.

Les maîtres

La structure du corps d'enseignants est, elle aussi, fort complexe :

En ce qui concerne les lycées techniques (E.N.P. ou anciens Collèges d'Enseignement technique), on compte :

● Le cadre des professeurs agrégés ou assimilés. Il comprend soit des agrégés, soit, dans les disciplines propres à l'Enseignement technique, les titulaires du C.A.P.E.T., degré supérieur (1).

● Le cadre des certifiés titulaires du C.A.P.E.T.

Ces deux catégories d'enseignants assurent soit l'enseignement général (lettres, mathématiques, sciences physiques, langues) soit l'enseignement technique théorique (dessin, technologie...). La préparation se fait soit librement, soit dans les I.P.E.S., soit à l'Ecole Normale d'Enseignement Technique.

— Il faut enfin ajouter les adjoints d'enseignement qui assurent des services analogues, mais avec des titres universitaires moindres (licence). Cette catégorie est née de la pénurie d'agrégés ou certifiés.

— Le cadre des professeurs techniques chefs de travaux, recrutés sur concours, parmi les candidats justi-

(1) Certificat d'aptitude à l'enseignement technique.

fiant de certains titres (ingénieurs, diplôme d'E.N.P., service dans l'enseignement, agents de maîtrise de l'industrie) et de 3 à 5 ans de pratique professionnelle.

Les professeurs techniques adjoints, recrutés sur concours, après 5 ans de pratique professionnelle.

Ces deux catégories ont sous leur responsabilité le travail d'atelier.

Dans les collèges techniques (anciens centres d'apprentissage) :

— Le cadre des professeurs d'enseignement général ;

— Le cadre des professeurs d'enseignement technique théorique ;

— Le cadre des professeurs techniques chefs de travaux ;

— Le cadre des professeurs techniques adjoints.

Professeurs d'enseignement général, technique, théorique et professeurs techniques, chefs de travaux ou adjoints sont recrutés sur concours et effectuent un stage d'un an dans une Ecole normale nationale d'enseignement professionnel. A l'exception des professeurs d'enseignement général, ils doivent justifier de 5 ans de pratique professionnelle.

A cette organisation complexe, liée en partie d'ailleurs à la variété des disciplines enseignées dans le technique, se surajoutent, depuis la pénurie de maîtres, les maîtres auxiliaires qui sont généralement bien en dessous des conditions requises. En outre, il faut remarquer que le secteur privé, dont nous verrons l'importance considérable, accepte des maîtres dont la compétence est en général

soient vraiment en cause, des milliers d'élèves sont refoulés des lycées techniques vers les collèges techniques ou simplement refusés. A la rentrée de 1960, on estimait à 80.000 le nombre de ceux qui ne trouvèrent pas de place. Il y en aurait plus de 100.000 à la rentrée de 1961, dont 20.000 au moins auraient été aptes à suivre les lycées techniques. Dans une conférence de presse, le S.N.E.T. cite, parmi bien d'autres cet exemple caractéristique tiré des statistiques des services de la main-d'œuvre de la Seine-Maritime :

Jeunes de 14 ans

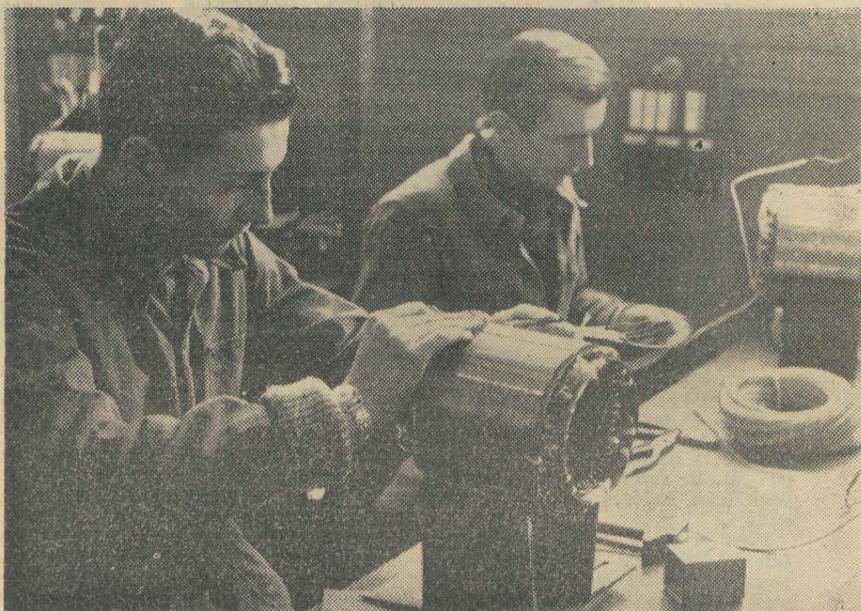
Total	20.120
Scolarisés	10.000
Actifs (travailleurs ou demandeurs d'emplois)	4.550
Désœuvrés	5.170

Jeunes de 14 à 18 ans

Total	69.571
Scolarisés	23.444
Actifs	20.850
Inaptes	842
Travaillant en famille	3.600
Inactifs en famille	3.500
Incontrôlés	16.606

Tels sont les résultats qui se passent de commentaires. Voyons maintenant les causes pour atteindre de plus près cette misère de l'enseignement technique.

Manque de locaux d'abord. Alors que les effectifs passent dans les lycées techniques publics de 152.000 en 1958-1959 à 200.000 en 1961-1962 (+ 55 %) le nombre des établissements passe de 420 à 433 (+ 3 %). Mais aussi des établissements prévus pour donner un enseignement normal à 300 ou 400 élèves en abritent respectivement 1.200 et 2.150.



Un équipement démodé ou inexistant. (A.D.P.)

bien moindre, pour atteindre parfois des degrés incompatibles avec un enseignement simplement décent.

Le parent pauvre de l'Université

Sur les 10.000.000 d'enfants scolarisés (2) à la rentrée d'octobre 1961, 900.000 environ fréquentent l'Enseignement technique (grandes écoles exclues). Cependant, l'enseignement secondaire en regroupe près d'un million deux cent mille, et pourtant il est réservé à une « élite ». En 1958, parmi les enfants qui sortaient du cours moyen, deuxième année (fin du primaire normal), un sixième seulement entrait dans l'enseignement secondaire. On doit regretter le caractère fermé et limité de ce dernier. Mais on doit plus encore déplorer, dans l'immédiat, la place vraiment minime de notre enseignement technique dans la tâche d'éducation nationale. Conséquence immédiate : en 1958-1959, 55,3 p. cent des enfants de plus de 14 ans seulement sont scolarisés, 43 p. cent de ceux de 16 ans. On est bien loin des statistiques officielles qui affirment qu'en 1967, lorsque la prolongation de la scolarité obligatoire prendra effet, spontanément la presque totalité des enfants de moins de 16 ans seront scolarisés.

Or l'enseignement technique, qui devrait être un des instruments privilégiés d'une scolarisation plus poussée, voit sa place décroître dans l'ensemble du monde scolaire. Chaque année, sans que leurs aptitudes

(2) Source principale : conférence de presse de rentrée du S.N.E.T. Autres sources : S.G.E.N., F.E.N.-C.G.T., U.N.E.F.

...de

En 1961 encore, 4 établissements nouveaux ont été ouverts sur une vingtaine prévus, certains depuis 2 ou 3 ans. Au total le nombre des classes s'accroît de 7,5 % pour une augmentation d'effectifs de 8,4 %. Le retard s'aggrave donc. Les conditions sont en outre déplorables. A Puteaux il y a 540 m² de cour pour 900 élèves, à Pau, on utilise le cabinet médical comme salle de cours, à Tours, faute de matériel, des élèves ont travaillé assis ou debout pendant les 15 premiers jours de l'année. Presque partout les installations sanitaires, l'hygiène sont en dessous des limites permises.

Dans le même ordre d'idées, il faudrait citer l'équipement technique, démodé ou inexistant, ce qui est le comble pour un enseignement technique : A Nancy, le lycée technique de filles n'avait pas à la rentrée de matériel pour les ateliers ; à Hazebrouck, un nouvel atelier (préfabriqué) va être construit : l'équipement n'est pas prévu ; le matériel actuel date en partie d'avant 1914.

Manque de maîtres aussi : 30 % des postes de professeurs ne sont pas pourvus (31,2 % en sciences, 42,2 % en dessin industriel) et 18,9 % des postes de professeurs techniques adjoints. Dès lors, comme le degré de saturation est tel qu'il n'est plus possible d'augmenter le nombre d'élèves par classe, ni les horaires des professeurs, certains cours ne sont pas assurés. Et on a vu, mi-octobre, des cours de lettres, de mathématiques, de dessin industriel n'être pas encore commen-

En 1960-1961 le retard sur les prévisions Le Gorgeu dépassait 60.000 postes. Mais il ne suffit plus de créer des postes nouveaux. Il faut pourvoir aussi ceux qui sont déjà créés. Il faut recruter davantage. Mais les trop faibles rémunérations offertes aux enseignants, ainsi que les conditions de travail qui leur sont imposées ne facilitent pas cette tâche. On peut se louer du dévouement des professeurs en fonction. Cela n'en fait pas venir d'autres.

Or, cette crise n'est pas momentanée : d'après les travaux de la commission d'équipement scolaire, universitaire et sportif du IV^e Plan, les effectifs des collèges techniques passeront de 222.000 en 1961 à 461.000 en 1970. Il faudrait en conséquence recruter plus de 600 professeurs d'enseignement général et 400 professeurs

Recrutement social comparé des divers ordres d'enseignement (‰)

ETABLISSEMENTS	Agriculteurs	Salariés agricoles	Employés	Ouvriers	Cadres moyens	Professions libérales et Cadres supérieurs	Industriels	Commerçants	Artisans	Divers
4 ^e classique	4,4	0,7	14,4	8,1	18,5	26,7	3,9	10,4	4,5	8,4
4 ^e moderne	7,3	1,5	19,1	18,7	14,2	10,8	2,2	10,4	6,7	9,1
Classes terminales	6,4	0,7	14,7	9,1	16,4	23	4,2	10,7	5,2	9,6
4 ^e Technique long.	5,6	2,0	17,9	35,8	10,3	4,3	1,7	7,4	6,6	8,4
4 ^e Centre d'apprentissage	5,76	4,38	14,71	48,58	6,06	1,5	0,51	3,84	4,60	10,06
Place du groupe dans la population active	20,8	6	16	33,8	5,9	2,9	0,4	7,7	3,9	2,6

d'enseignement technique théorique, 800 à 1.000 professeurs théoriques adjoints par an jusqu'en 1968. En 1960-61, par exemple, on a recruté 104 professeurs d'enseignement technique théorique et 177 professeurs techniques adjoints.

Pour les lycées techniques dont le nombre d'élèves est appelé à passer de 178.300 en 1960 à 454.500 en 1970, il faudrait entre 1.000 et 1.200 professeurs par an durant 7 ans.

Pour cela il faudrait des crédits pour préparer ces maîtres, pour les payer ensuite, et pour payer ceux qui sont maintenant professeurs, car c'est maintenant que les jeunes décident s'ils seront dans 5 ans professeurs ou ingénieurs. Les chiffres sont connus et font scandale : la commission Le Gorgeu estimait à 413 milliards les besoins minima d'autorisations nouvelles pour 1962, 227 ont été accordés dont 90 pour l'enseignement technique.

Ce n'est pas cette année encore que l'enseignement aura dans la nation la place qu'il mérite.

Un monde clos

La technique reste, pour l'essentiel, un enseignement cloisonné. Les réformes de structures décidées récemment par le ministre et la mise en place du cycle d'observation n'ont pas sensiblement modifié cette situation qui d'ailleurs intéresse l'ensemble des ordres d'enseignement.

Il est patent que le choix des enfants, à la fin du primaire normal, entre divers établissements, est dans une large mesure fonction de leur milieu social, plus que d'aptitudes encore mal définies et qui sont sans doute appelées à évoluer.

A la fin du primaire, 7 % des enfants de ruraux, 16 % des enfants d'ouvriers, 23 % des enfants d'employés ou des petits fonctionnaires seulement vont dans l'enseignement secondaire, alors que s'y dirigent la quasi-totalité des enfants d'industriels, de cadres supérieurs, de professions libérales. Ainsi, ruraux, ouvriers, employés envoient leurs enfants soit dans les quelques classes de 6^e et 5^e technique, soit dans les



(Keystone.)

Si les enfants ne trouvent pas de place dans la technique, les entreprises sont là pour assurer la fin de la « scolarité obligatoire ». Une scolarité où l'éducation cède un peu trop la place à la rentabilité.

que 1/11 des candidats aux divers baccalauréats ; d'autre part, il cantonne trop souvent, soit vers les carrières de l'enseignement technique, soit vers les classes de techniciens supérieurs, ou, au mieux, les E.N.I.A.M.

Il reste que l'enseignement technique apparaît un peu comme un moyen, tout en assurant un minimum

La formation interne à l'entreprise (les déductions seront faites en fonction des frais occasionnés par les cours professionnels, le salaire des techniciens chargés de la formation des apprentis, etc.).

— L'aide directe apportée par l'entreprise aux écoles publiques ou privées, ou aux chambres des métiers.

centres relevant d'autres ministères, soit, enfin, dans les entreprises (art. 31). » Et une circulaire de Paye du 16 mai 1961 va plus loin encore : « Il conviendra de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'accueil des enfants en âge de recevoir une formation professionnelle et qui ne peuvent pas tous trouver place dans des

'enseignement technique

classes de fin de scolarité du primaire qui les conduisent à un emploi ou à un centre d'apprentissage, soit dans les cours complémentaires qui les mèneront à un C.A.P. ou à l'enseignement technique. Sans doute la possibilité de passer des cours complémentaires au secondaire reste-t-elle théoriquement ouverte mais les statistiques démontrent l'importance minime de ce mouvement. Certes au niveau de la 3^e et de la seconde, le secondaire reçoit un apport nouveau : il ne s'agit cependant ni des fils d'ouvriers, ni des fils d'employés ou de ruraux, dont la proportion ne cesse de décroître d'une classe à l'autre. Par exemple dans les classes « modernes » 37,8 %, en 6^e, 35,1 %, en 3^e, 32,5 % en seconde (dans la population active ces groupes sociaux représentent 51 % !)

Par comparaison avec l'enseignement du second degré, le Technique est assez ouvert aux enfants des classes travailleuses. Dans l'enseignement long (actuels lycées techniques) les fils d'employés, d'ouvriers et de ruraux forment 53 % de la population scolaire ; dans les centres d'apprentissage 64 %... Rappelons toutefois que ce pourcentage n'est que relativement satisfaisant, compte tenu de la faible place occupée numériquement par notre enseignement technique dans l'ensemble scolaire.

Deux conclusions sont à retenir : — l'enseignement technique est l'enseignement le plus ouvert aux classes populaires.

— il reste cependant coupé des autres...

De tout cela, nous retiendrons deux idées :

L'enseignement technique est l'enseignement le plus ouvert aux classes populaires, ce qui ne signifie absolument pas toutefois qu'il permet une scolarisation totale, ni même suffisante, vu le peu de place qui lui est accordé.

Mais c'est aussi un enseignement coupé des autres. Il oriente des élèves dès 11 ou 12 ans refusés par les autres ordres, mais sans que le passage inverse soit possible. Ceux qui s'engagent dans cette voie ont peu d'espoir de pouvoir s'engager dans la voie des études supérieures. Sans doute faut-il nuancer cette affirmation : le développement du technique long avec le baccalauréat technique permet la promotion d'un certain nombre d'enfants. Mais, d'une part, le baccalauréat technique ne recueille

de scolarisation, de freiner les bras-sages sociaux.

Notons bien que ce n'est pas la cause de l'existence d'un enseignement technique : il en faut un ; c'est à cause de ses rapports avec les autres ordres d'enseignement. Notons encore que ce n'est pas non plus la faute des maîtres qui s'efforcent d'ouvrir leur enseignement, de ne pas juxtaposer enseignement général et enseignement pratique, mais d'assurer une véritable promotion. Et sur ce plan, dans une future réforme de l'enseignement, bien des expériences de l'enseignement technique pourront nous être utiles.

Devant cette situation, qui fait de l'enseignement technique l'enseignement destiné un peu à une classe sociale, on ne peut qu'être inquiet de l'importance de l'enseignement privé. C'est un aspect qui a été bien négligé dans la bataille laïque de ces dernières années. C'est pourtant très révélateur du climat du régime actuel.

L'enseignement technique est le domaine où le privé tient la plus grande place ; il représente :

- 15 p. cent du primaire
- 30 p. cent du secondaire
- 35 p. cent du technique

Mais il faut noter que, si l'enseignement confessionnel occupe 98 p. cent du primaire privé, 87 p. cent du secondaire privé, il n'est que pour 53 p. cent dans le technique privé. Le reste est aux mains soit de simples particuliers soutenus par des syndicats et entrepreneurs plus ou moins importants, soit des secteurs économiques par l'intermédiaire des chambres de commerce ou de métiers, soit des entreprises elles-mêmes. Il n'est pas, à cet égard, jusqu'aux écoles publiques elles-mêmes qui ne subissent cette influence de l'industrie privée (ou semi-publique). Avant même d'analyser la politique récente, la taxe d'apprentissage nous renseigne sur cette pression.

La taxe d'apprentissage est un impôt, payé au Trésor public par toutes les entreprises privées et semi-publiques (à l'exception de celles ayant pour objet exclusif les divers cadres d'enseignement). Elle est calculée à raison de 4 p. cent du total des appointements, salaires et rétributions diverses payées par l'entreprise.

Mais il existe des causes d'exonération et c'est sur elles qu'il nous faut insister. Elles comprennent :

Lorsqu'on songe à la faiblesse des moyens offerts à l'enseignement technique, on comprend l'influence que les entreprises peuvent acquérir sur les écoles qu'elles subventionnent : place dans les conseils d'administration, influence sur les programmes, sur le choix des maîtres, placement des élèves, etc. L'importance du privé dépasse largement les 35 p. cent indiqués par le recensement des effectifs.

Donnons quelques chiffres : en 1960, la somme globale due au titre de la taxe d'apprentissage pour l'académie de Paris peut être estimée entre 6,5 et 7,5 milliards d'anciens francs. 4,3 milliards ont été versés directement qui se répartissent ainsi : 1,53 milliard à des écoles publiques (soit 59.000 francs par élève) ; 2,8 milliards à des écoles privées (soit 72.000 francs par élève). C'est dans la Seine que l'aide à l'enseignement privé est prépondérante (2,63 milliards contre 1,38 à l'enseignement public). Notons d'ailleurs que les chambres syndicales ont reçu sur ces sommes 314 millions, soit presque autant que l'enseignement supérieur et plus que les centres d'apprentissage.

Devant ces chiffres, on mesure deux éléments :

- l'importance du privé ;
- l'influence que l'industrie et le commerce peuvent exercer sur l'enseignement public.

Mais il est d'autres éléments plus récents, significatifs d'une politique : il s'agit de la place faite à l'apprentissage. L'ordonnance du 6 janvier 1959 prévoit la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. Mais le décret du même jour portant réforme de l'enseignement stipule : « La formation professionnelle qui peut achever la scolarité obligatoire est donnée soit dans les établissements de l'enseignement terminal et des entreprises liées par contrat avec l'école, soit dans les établissements ou

établissements d'enseignement... C'est en particulier par l'apprentissage sous contrat que les solutions devront être recherchées... les cours devront être dispensés en particulier le jeudi et le samedi après-midi... Les arrangements conclus avec la profession pour les formations rapides dépendront pour la plus large part des nécessités professionnelles... Les élèves n'auront pas à souffrir d'avoir reçu leur formation d'une autre manière que leurs camarades entrés dans les collèges d'enseignement technique... »

Ainsi à quoi bon construire des écoles, les équiper — le matériel de l'enseignement technique coûte cher. Qu'importe que 80 ou 100.000 enfants ne trouvent pas de place dans le technique ? les entreprises sont là pour assurer la « fin de la scolarité obligatoire ». Ainsi, de la réforme Berthoin à la circulaire du 16 mai 1961, on sabote la prolongation de la scolarité obligatoire. Mais, plus encore, on accentue la part apprentissage au détriment de la part enseignement, formation générale.

Il n'est plus question d'éducation, mais de rentabilité. « La formation professionnelle des jeunes, disait un président du C.N.P.F., conditionne de si près l'efficacité des entreprises qu'il serait inconcevable qu'elles puissent les abandonner dans les mains des pouvoirs publics. »

Absence de moyens matériels et financiers, impasse à l'usage des enfants des milieux populaires, insuffisance des places ; malgré tout, place très large faite au privé et aux entreprises au détriment d'une éducation véritable. Ce ne sont là que quelques grands aspects de l'enseignement technique.

G. R. et D. W.

(A suivre :)

LES PERSPECTIVES DE REFORME)

Dans les deux prochains numéros :

LE MARCHE COMMUN

EST-IL UNE CHANCE

POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE ?

IL NE S'AGIT PAS D'UNE "DOUCHE ECOSSAISE"

ECHANGE d'espions : l'U.R.S.S. a rendu aux Etats-Unis l'aviateur Powers, du « U2 », et un touriste américain qui avait été détenu par les autorités de l'Allemagne de l'Est ; les U.S.A. ont renvoyé le colonel soviétique Abel, un des « as » du contre-espionnage soviétique, qu'ils avaient capturé.

Annnonce officielle d'un « duplex télévisé » : Kennedy, et après lui Khrouchtchev, parleront à la Télévision soviétique ; Khrouchtchev, et après lui Kennedy, défilent devant les spectateurs de la Télévision américaine.

Salinger, porte-parole du président des Etats-Unis, est invité à Moscou en visite officielle. La Maison Blanche l'a autorisée.

Les Soviétiques parlent de rendre aux Américains un deuxième touriste condamné pour espionnage. Les Américains répondront probablement par un autre geste de bon voisinage.

Ces petits faits en disent long sur le changement du climat international depuis le XXII^e congrès du Parti Communiste soviétique. Ils entrent très bien dans le cadre tracé par Adjoubé. Le genre de Khrouchtchev a, on s'en souvient, répondu aux journalistes américains : « L'heure n'est pas venue pour régler les grands problèmes. Faisons d'abord de petits pas. »

Ces « petits pas » ont été préparés par trois genres de contacts. Le président des Etats-Unis avait déjeuné avec le rédacteur en chef des *Izvestia*. Deux envoyés de Kennedy, dont Salinger, étaient venus « en coup de vent » à Paris pour rencontrer un émissaire soviétique de l'ambassade de l'U.R.S.S. en France. Après quoi, Salinger a pris part au déjeuner Kennedy-Adjoubé, à Washington. L'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou est en contact quasi permanent avec le ministre soviétique des Affaires étrangères.

Ainsi, malgré l'opposition catégorique du général de Gaulle et en dépit de la mauvaise humeur à peine dissimulée du chancelier Adenauer, le président Kennedy, encouragé par le Premier ministre Macmillan, a rétabli la liaison entre la Maison Blanche et le Kremlin. Il l'a maintenue sans se laisser décourager par la froideur bureaucratique de Gromyko. Il a pris l'initiative (ou s'est prêté de bonne grâce) à des contacts moins officiels : par Adjoubé à Washington et par Salinger à l'ambassade soviétique à Paris.

Au lieu de « rebuffer » Khrouchtchev ainsi qu'on lui conseillait, au lieu d'attendre que Khrouchtchev prouve sa sincérité par des actes concrets, ainsi que l'exigeait notre général-président, Kennedy a cherché avec patience et avec obstination les occasions favorables pour essayer de « détendre » la situation. Malgré quelques « gaffes » (dont la plus sérieuse était l'interdiction de répondre favorablement à l'invitation à Moscou de son frère) Kennedy a réussi ou à moitié.

La situation "dépendante" de Khrouchtchev

Il faut rendre justice également à Khrouchtchev. Il se trouve dans une situation peut-être plus difficile que celle du président des Etats-Unis. Je ne plaisante nullement. Il est notoire que, malgré son triomphe au XXII^e congrès, Khrouchtchev n'est pas libre d'agir à sa guise.

Aux Etats-Unis, Kennedy doit compter avec son Congrès. Il subit, en outre, la pression de l'état-major de la Défense nationale. Il est, en plus, soumis aux exigences, souvent impératives, des milieux capitalistes les plus puissants, les plus égoïstes, les plus réactionnaires. On l'a vu lors de l'aventure militaire de Cuba. On le voit à présent, après la conférence de Punta del Este, puisque, au risque de compromettre sa politique de paix, Kennedy a dû céder à ses « ultras » et proclamer le « blocus économique » de Cuba.

Mais Khrouchtchev est obligé de compter avec son Præsidium du Comité central (anciennement Bureau politique) et surtout avec son Comité central composé de cadres supérieurs et moyens, civils et militaires. Depuis la crise de 1957 (lorsqu'il a liquidé politiquement les chefs du groupe « antiparti », il a dû faire appel au C.C. contre le Bureau politique où il s'était trouvé en minorité.

Après le XXII^e congrès, où il a dénoncé publiquement les méthodes et les crimes de Staline ainsi que la nostalgie prolétarienne de ses adversaires, il ne peut plus ignorer complètement les « principes de la direction collégiale ». Les bureaucraties du Parti, et de l'Etat ne soutiennent cependant Khrouchtchev qu'en rechignant et dans la mesure où celui-ci peut s'appuyer sur l'opinion publique soviétique.

Or, la crise de l'agriculture est telle que Khrouchtchev se voit obligé de convoquer le Comité central en session plénière. Si le chef du gouvernement veut favoriser les paysans afin de faciliter le ravitaillement du pays, il peut se trouver en conflit avec les cadres du Parti. Ceux-ci n'acceptent pas la moindre entorse à la politique agraire, pourtant d'origine stalinienne.

En revanche, si Khrouchtchev se décide à une politique de fermeté et de contrainte à l'égard des agriculteurs — qui comprennent encore aujourd'hui 52 p. 100 de la population — il sera soutenu par le Comité central. Mais il peut rencontrer une sérieuse opposition de la part des chefs militaires, très sensibles au moral de l'armée. Or, celle-ci comprend des paysans dans la proportion de 75-90 p. 100 de ses effectifs. Il aura à compter également avec le mécontentement des populations réveillées

de leur apathie par la « déstalinisation ».

Si l'on ajoute que l'influence de la Chine n'est pas négligeable dans certains « Etats socialistes » (Allemagne de l'Est, Bulgarie, Tchécoslovaquie) et dans quelques partis des Etats « non socialistes » (France, Inde, etc.), on doit conclure qu'en politique extérieure Khrouchtchev doit être d'une prudence extrême.

Le XXII^e congrès n'a pas isolé le parti communiste soviétique. Il a réduit son influence idéologique et sa mainmise sur les autres partis. Il l'a rendu très sensible à la pression éventuelle de quelques « Etats socialistes » et surtout de la Chine. Mao Tsé-tung ne s'arrête certainement pas devant le choix des moyens pour exacerber les passions et pour approfondir les divisions au sein du parti soviétique.

Tout cela oblige Khrouchtchev à beaucoup de « manœuvres » et à une « politique en zigzag »... aussi longtemps qu'il ne se décidera pas à s'appuyer entièrement sur l'opinion publique soviétique.

Un faux pas de Kennedy

Cette longue digression doit faire comprendre à nos lecteurs les difficultés et les contradictions de la situation internationale.

En dépit d'une certaine détente due aux efforts parallèles des deux « K », ni le problème de l'Allemagne ni celui du désarmement général ne s'orientent vers des solutions prochaines et satisfaisantes. Les contacts entre l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou et le ministre soviétique des Affaires étrangères n'ont pas fait avancer le règlement du problème de Berlin. Il fallait s'y attendre. La méthode n'est pas bonne, je l'ai dit ici d'avance.

Kennedy a voulu profiter de la détente psychologique de ces derniers jours pour soulever le problème de la « Conférence au Sommet ». Il a proposé, très astucieusement, que la réunion de la commission de Désarmement, composée de dix-huit puissances (occidentales, celles du bloc communistes ainsi que des Etats non alignés) — et qui doit se réunir à Genève, le 14 mars — soit précédée d'une réunion de trois chefs d'Etat ou de gouvernement (Khrouchtchev, Kennedy et Macmillan, de Gaulle s'étant lui-même exclu de cette réunion éventuelle). Kennedy pensait donner ainsi satisfaction à Khrouchtchev qui cherche depuis longtemps à avoir une « Conférence au Sommet ».

La candeur de Kennedy — ou l'ignorance de ses conseillers — ne lui a pas permis de comprendre la véritable intention de Khrouchtchev. Celui-ci cherche actuellement un contact personnel avec Kennedy. Ce

contact lui est nécessaire pour frapper l'opinion soviétique, pour la galvaniser et pour l'attacher davantage à sa politique et à sa personne. En revanche, dans la situation actuelle, il ne peut pas accepter, sans risque, une solution négociée quelle qu'elle soit, tant du problème allemand (Berlin) que de la question du désarmement général.

C'est pourquoi, sans répondre à Kennedy par un refus brutal (qui serait contraire à la politique des « petits pas »), il lui a opposé une idée nouvelle : transformer la « Conférence des dix-huit » sur le désarmement en « Conférence au Sommet ». Sans attendre la réponse qu'il savait d'avance négative, Khrouchtchev a adressé des lettres aux chefs d'Etat ou de gouvernement de toutes les puissances représentées au sein de la conférence du Désarmement.

Il y a "sommets" et "sommets"

Il sait que les chefs des pays occidentaux n'accepteront pas cette procédure. Elle ne peut pas donner de résultats. Avant de soumettre le problème aux Dix-huit, il faut un accord entre les deux « super-Grands ». N'ayant pas obtenu la possibilité d'annoncer officiellement la visite de Kennedy à Moscou et les conversations préliminaires entre eux, Khrouchtchev ne peut faire autrement que d'essayer d'élargir à tous les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de la conférence la réunion « au sommet » à trois (où il serait d'ailleurs un contre deux, ce qu'il ne veut plus à aucun prix, si l'on se réfère à certaines de ses déclarations). En revanche, à la « Conférence au Sommet » avec dix-huit participants, il ne serait pas en minorité. Il pourrait d'ailleurs s'y livrer à une propagande « anti-impérialiste », qui lui serait très utile, tant à l'égard de la Chine que vis-à-vis de ses propres « chinois ». Et cela jusqu'au jour où il pourrait rencontrer Kennedy à Moscou et discuter avec lui en tête à tête.

Il ne faut donc pas voir dans le désaccord les deux « K » sur la Conférence au Sommet une contradiction avec l'euphorie, modérée d'ailleurs, créée par les « petits pas », une sorte de « douche écossaise ».

Ce ne sont que deux aspects du même problème. La vraie détente ne peut venir qu'après la visite de Kennedy à Moscou.

Pourvu que le président des Etats-Unis le comprenne, et le comprenne vite. Car un retard dans l'établissement de contacts personnels peut avoir sur l'évolution de l'U.R.S.S. et sur la politique et même le sort de Khrouchtchev un effet déplorable et peut-être irréversible.

Oreste ROSENFELD.

L'ARMÉE ET L'ETAT

SOUS le titre « L'Armée et l'Etat en France », le Centre d'Etudes Socialistes vient de réunir en brochure une conférence et deux articles de Pierre Naville consacrés au militarisme dans la vie française.

Pour beaucoup de lecteurs, cette brochure sera une révélation. Les problèmes militaires sont, en effet, très ignorés dans le mouvement ouvrier français et malgré l'intervention de

l'armée dans la vie politique française depuis le 13 mai 1958, il est peu de militants qui ont vraiment pris conscience des dimensions exactes de la question.

Comme le montre très bien P. Naville, la façon traditionnelle de poser le problème des rapports entre l'armée et le pouvoir, subordination de l'armée au pouvoir civil, ne répond absolument plus à la réalité du rôle de l'armée moderne. L'armée, qui est un pilier essentiel de la puissance de l'Etat en tant que force coercitive, a vu s'accroître son rôle au fur et à mesure que s'accroissait le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale. Il y a bien longtemps que le mythe de la « Grande Muette » est dépassé par la marche de la société. Aujourd'hui, l'armée — c'est-à-dire le corps des officiers — intervient couramment, et non plus de façon intermittente, dans la vie politique, dans la vie économique et même dans la vie intellectuelle de la nation, le plus souvent au nom des « valeurs » de la civilisation occi-

dentale », c'est-à-dire, en fait, au nom de la conservation sociale — quels que soient par ailleurs les paravents idéologiques employés. Par suite du développement de la guerre froide et des guerres coloniales (la France est engagée dans ce processus pratiquement depuis 1945) ; l'armée est devenue, en effet, de plus en plus indispensable aux classes dominantes qui vont de crise en crise. Face à la crise politique permanente, elle représente un élément de continuité et d'ordre indispensable, malgré ses dissensions internes. En fait « la différence entre la IV^e et la V^e République est que cette dernière — Pierre Naville le note très bien — a institutionnalisé le rôle de l'armée au point d'en faire un Etat dans l'Etat, ce qui explique très bien les difficultés du « pouvoir qui ne recule jamais » et sa faiblesse actuelle devant le fascisme O.A.S. alimenté par toute une fraction de l'armée. Aucune décision essentielle n'est prise sans que l'armée ne soit consultée et la répression des activités subversives d'extrême-

droite s'arrête là où l'armée étend son ombre protectrice. Les palinodies d'Evian et de Luqun elles-mêmes s'expliquent par la volonté de ne pas heurter de front les généraux et les capitaines désireux de se tirer avec les « honneurs de la guerre » de l'effroyable guerre colonialiste d'Algérie.

On le voit, la lutte contre le fascisme, la lutte pour la paix en Algérie supposent la mise au point d'un programme antimilitariste de la gauche, comme P. Naville ne se lasse pas de le répéter. Dans la lutte contre l'O.A.S., le problème fondamental qui nous est posé est ainsi celui d'une véritable démilitarisation de la société française. Cela ne peut évidemment se faire à partir du pacifisme simpliste, car le mouvement ouvrier ne peut lui-même rester désarmé, mais il nous faut renouer avec la tradition de Jaurès qui fut l'un des premiers (après Blanqui) à poser sérieusement le problème du contrôle populaire sur les forces armées.

J.-M. VINCENT.

Vient de paraître

Le n° 12 des « Cahiers du C.E.S. »

« L'Armée et l'Etat, en France »
de Pierre NAVILLE

L'exemplaire 1,50 NF
Abonnement - 15 cours .. 15 NF
- 30 cours .. 29 NF
- 55 cours .. 53 NF

C.C.P. Tribune Socialiste 56-26-65 PARIS
54, Boulevard Garibaldi, Paris-XV^e

Le parti de l'unification socialiste et les lendemains du XXII^e Congrès

par Jean POPEREN

AINSI, le « cours nouveau » est bien irréversible : avec le XXII^e Congrès se développe la période historique ouverte il y a une dizaine d'années par la crise charnière de la guerre de Corée.

On n'imagine pas, en tout cas, sa rupture, c'est-à-dire une contre-offensive vigoureuse et durable des staliniens sans risque de catastrophe apocalyptique pour l'U.R.S.S. et pour le monde. Mais les changements dans l'univers soviétique seront lents : les Soviétiques ne perdront pas d'un coup la mentalité d'« encerclés », pionniers de la révolution. C'est affaire au moins d'une génération, quand arriveront à maturité les hommes et les femmes qui n'ont pas vécu dans leur chair les horreurs de l'invasion nazie et dans leurs nerfs la hantise des purges de la dernière décennie stalinienne. L'« homme nouveau » se fait moins vite qu'une aciérie. D'autres en dessinent dès maintenant la silhouette, propagandistes communistes officiels ou camelots de l'exotisme révolutionnaire, très en vogue dans une certaine « bonne société » parisienne et où l'U.R.S.S. a sa petite part (après Cuba, le Congo et la Chine, bien sûr). Mais tous ces propos nous éclairent peu sur les prolongements français et plus généralement ouest-européens du séisme post-stalinien. C'est justement notre affaire, à nous du P.S.U. Ce qui se passe nous justifie et nous oblige. De nous dépendent pour une grande part le cheminement et le rythme des conséquences du XXII^e Congrès ici-même.

Un coup mortel au monolithisme

L'essentiel est le coup sans doute mortel porté au dogme de « l'unité du camp socialiste », fondement traditionnel de la stratégie des partis communistes dans le monde. Dans le grand débat, désormais public, entre Khrouchtchev et les 7 millions d'« Albanais », chacun se réclame encore de cette unité pour justifier des politiques différentes.

En fait, il n'y a plus « une » vérité communiste internationale mais des vérités diversifiées par les circonstances nationales ou régionales. La vérité pour les communistes chinois, c'est bien le caractère fondamental de la lutte inachevée contre l'impérialisme et d'abord contre l'impérialisme américain dont les avant-postes, de Formose à l'Australie, jalonnent l'Asie sud-orientale. Cette lutte est aussi le levier principal pour les partis communistes d'Asie « opposants », tel le parti japonais. Comment éviter, par ailleurs, que les partis communistes ne se diluent au sein du mouvement « national » dans les pays récemment libérés de la domination coloniale, mais non point passés au communisme, telle l'Inde ? Quelle justification apporter, dans l'immédiat, à l'action, voire à l'existence, de ces partis sans l'affirmation de la nécessité d'une lutte sans relâche, jusques et y compris l'affrontement armé, contre le « camp mondial de l'impérialisme ». On comprend que la plupart des partis communistes d'Asie aient épousé la cause de Pékin. On comprend le ralliement récent du P.C. japonais.

La situation intérieure de la Chine enfin et des démocraties populaires d'Asie milite en faveur de cette thèse : comment le régime confronté pour longtemps au problème du « bol de riz pour tous » imposerait-il les contraintes nécessaires sans une mobilisation permanente pour la bataille de classes conçue à l'échelle mondiale ?

Or, l'U.R.S.S. a dépassé le stade de ces contraintes. Celles-ci sont entrées en conflit avec la réalité de l'U.R.S.S. dès la fin de la « reconstruction » vers les années 50, avec la réalité surtout de démocraties populaires d'Europe. C'est pourquoi, faute d'un combat réel contre l'ennemi de classe, le combat se livrait à l'intérieur de la classe ou plutôt à l'intérieur du parti.

Le problème du camp khrouchtchevien n'est plus celui de la survie, de l'existence en tant que système nouveau : il est celui du bonheur pour tous et d'abord du bonheur matériel. Voici venus les temps thermidoriens de la chute de tension et d'une exigence irrésistible de jour enfin des biens de ce monde, après l'austérité des premiers plans prolongés par les ravages inouïs de l'invasion nazie. « L'hymne au maïs » est symbolique de cette politique du « confort » : il faut de la viande et du lait et non plus seulement du pain et des machines lourdes. Khrouchtchev peut bien justifier cet effort par son intention d'assurer le succès mondial du communisme « par l'exemple », réponse astucieuse aux Chinois qui s'en tiennent à une méthode plus rude et plus directe. La pression du peuple soviétique suffit à expliquer cette priorité du « confort » dans la société khrouchtchevienne. L'exemple des démocraties populaires a montré ce qu'il pouvait en coûter de vouloir contrarier une telle aspiration. Et l'exemple maintenant de l'Allemagne d'Ulbricht nous enseigne assez à quels exercices périlleux — périlleux pour tout le monde — il se faut livrer pour maintenir malgré tout la tension stalinienne.

Berlin, test pour le « khrouchtchevisme »

Berlin apparaît comme le défilé stalinien de l'univers khrouchtchevien. Mais c'est aussi un test pour le comportement des khrouchtcheviens français : aucun propos plus ou moins chauvin sur le « danger allemand » ne masquera cette évidence : la politique berlinoise de Khrouchtchev est en contradiction avec le cours général de la politique khrouchtchevienne. L'acharnement exceptionnel mis par la direction du P.C.F. — khrouchtchevienne par nécessité — à hausser le ton sur la « crise de Berlin » prouve assez qu'elle se sent là sur son terrain : elle frappe au défaut du harnachement khrouchtchevien. Elle gonfle l'affaire avec délectation, parfaitement insouciant de la silence des « masses », applaudie seulement par le dernier carré de compagnons de route patriotes, figurants des tréteaux déserts de « l'union des bons Français ». C'est pour elle une affaire interne au mouvement communiste. C'est un point d'appui dans sa résistance sournoise au khrouchtchevisme, un élément de la bataille de retardement qu'elle livre au sein du mouvement communiste. C'est pourquoi notre parti ne peut consentir aucune aide à une démarche politique profondément rétrograde. Notre caution retarderait la prise de conscience des éléments qui, au sein du courant communiste français, amorcent une critique fondamentale du cours stalinien. Il faut au contraire persuader Khrouchtchev le plus vite possible que le temps des opérations d'appui à ce genre d'exercices est passé et qu'il doit empêcher Ulbricht de jouer plus longtemps aux cubes avec le mur de Berlin, et lui faire accepter la seule base de discussion possible : l'autonomie pour l'ensemble de Berlin.

C'est sur de telles questions de l'actualité politique qu'il faut, sans concession, définir la ligne indépendante du mouvement socialiste en France.

Le Tiers-Monde et les deux camps

Le décrochage, malaisé pour les khrouchtcheviens français, ne sera aisé pour personne. Il ne le sera pas pour Khrouchtchev dont les Chinois guettent toute « capitulation », les Chinois et, avec eux, toutes les forces sociales menacées par la consolidation de la coexistence pacifique, l'armée soviétique en tête.

Le décrochage de Berlin sera l'occasion d'une nouvelle crise qui atteindra plus profondément encore l'« unité » du mouvement communiste dont Khrouchtchev cultive le

mythe. Or tout indique que, dans un avenir prévisible, les conditions objectives faites à l'U.R.S.S. et aux démocraties populaires d'Europe d'une part, à la Chine et aux partis communistes d'Asie de l'autre, seront de plus en plus dissemblables, que l'écart continuera de grandir — tout l'indique, et notamment les données de la démographie et de l'économie. Khrouchtchev devra se convaincre du dépérissement inéluctable du mythe de l'« unité » du mouvement communiste international, c'est-à-dire admettre la logique de son propre système.

Les voies et méthodes définies dès le XX^e Congrès ont été en fonction du stade d'évolution atteint par l'univers Khrouchtchevien (l'U.R.S.S. et les démocraties populaires d'Europe). Elles se fondent sur une analyse du rapport des forces dans le monde radicalement différente de celle qui sous-tendait la politique stalinienne. Elle rompt avec la conception de la « patrie socialiste encerclée ». Dès lors, la priorité accordée à la « défense de la patrie soviétique » sur toute autre préoccupation n'est plus justifiée.

Je crois qu'en ouvrant un débat politique comme celui-ci, il faut refuser tout rebondissement de la controverse entre partisans de la stratégie stalinienne subordonnant le mouvement général à la victoire de la révolution en un seul pays et les diverses familles de ses adversaires (« révolution mondiale » ou rejet, à priori, des contraintes révolutionnaires). Ce débat passionnant appartient désormais à l'Histoire, non à l'avenir politique. Disons seulement que la stratégie stalinienne a réussi à la Russie soviétique, en tant qu'Etat, qu'après janvier 1919, il n'y avait plus de chances sérieuses immédiates pour d'autres mouvements révolutionnaires, qu'enfin la condamnation du stalinisme ne doit pas être prétexte à condamner par principe toute contrainte révolutionnaire : à trop fuir les contraintes de la révolution, on se condamne à subir celles de la réaction (la France en offre un bel exemple depuis plus de vingt ans).

En fait, l'intérêt principal du XX^e Congrès, en 1956, avait été la rupture prudente et nuancée de l'équipe Khrouchtchev avec la thèse formulée par Jdanov, en 1947 : « la division du monde en deux camps », la lutte des classes à l'échelle planétaire, prolongement de la thèse stalinienne sur la « patrie socialiste encerclée ». Admettre l'existence de pays « non engagés », c'était reconnaître que la configuration politique du monde n'était pas commandée par une lutte des classes planétaire adossée, d'une part, au « centre » soviétique, de l'autre, au « centre américain », mais que toute une série d'Etats pouvaient échapper à l'une et l'autre constellation, que l'existence même de cette dualité augmentait les chances d'autonomie : pour la Yougoslavie d'un côté, pour les pays scandinaves de l'autre, par exemple.

Encore faut-il dissiper toute brume autour des notions de « Tiers-Monde » ou de « pays non engagés ». Le « Tiers-Monde », ce n'est pas seulement les pays « libérés du joug colonial et pas encore socialistes », version atténuée de manichéisme jdanovien. Le « Tiers-monde » n'est pas l'antichambre du camp soviétique. Il est, il doit devenir le complexe des Etats qui échappent à la dialectique des blocs. La plupart des théoriciens du khrouchtchevisme français se sont pudiquement gardés de telles conclusions au lendemain du XX^e Congrès. Inépuisables sur les « erreurs » de Staline, les manquements au « léninisme », ils ont le vertige devant cette rupture avec le monolithisme comme du « monde communiste » face à l'« autre ». L'exubérance des données nouvelles les effraie. Mais cette retenue leur interdit toute mise en cause fondamentale de la ligne thorezienne, injustifiable autrement que par la politique des « deux camps ». L'attentisme et le ministérialisme de 45, le tournant de 1947, la subordination

de la politique de classes à la tactique de lutte pour « l'indépendance nationale et pour la paix », les démonstrations de style révolutionnaire et de contenu « défensif » de 51 et 52, la priorité à l'action contre la C.E.D. et le réarmement allemand, le refus d'exploiter l'alliance des peuples coloniaux pour une action révolutionnaire en France même, tout s'inscrit dans cette logique d'une action non point autonome du mouvement ouvrier français, mais bien complémentaire de l'action jugée « principale » : « le renforcement du camp de la paix et du socialisme ».

Une loi (écrite en filigrane sur l'image d'Epinal du « rapport secret » du XX^e Congrès) se dégage maintenant en pleine clarté des travaux du XXII^e Congrès et de la situation nouvelle créée dans le mouvement communiste mondial. C'est celle de l'abandon nécessaire par les partis communistes de la thèse de « l'attachement inconditionnel à l'U.R.S.S. », de la rupture avec la conception d'une stratégie mondiale unique au profit de l'autonomie de détermination des divers mouvements socialistes dans le monde.

Autonomie et unité des mouvements socialistes nationaux

Dès lors, une autre donnée s'impose : aucun obstacle théorique ne devrait retarder l'élaboration en commun, par tous les courants socialistes, d'une stratégie unique du mouvement des travailleurs français. L'« unité » du mouvement communiste mondial avait pour corollaire la coupure profonde, de principe, du mouvement socialiste de chaque pays. Ce mouvement peut retrouver désormais, en chaque pays, son unité fondamentale pour les tâches et dans les conditions qui lui sont propres.

Pour faire passer cette possibilité théorique dans la réalité politique, il faut que la stratégie nouvelle — autonome — du mouvement socialiste en France devienne prépondérante. Cette stratégie nouvelle est celle du « Front Socialiste ». Tout succès de l'orientation de Front Socialiste affaiblit les courants traditionnels qui se sont partagé la domination funeste sur les travailleurs français :

— l'orientation molletiste, opération permanente de soutien au système établi ;

— l'orientation thorezienne, expression française de la stratégie stalinienne.

En même temps, se précise cette vérité, incertaine voici deux ans, que la réorientation du mouvement socialiste français doit prendre appui sur une organisation nouvelle, sur un parti nouveau. Tout succès de la politique de Front Socialiste renforce le P.S.U., toute consolidation du P.S.U. accroît les chances de l'orientation de Front Socialiste, dans l'épreuve de force engagée avec les orientations traditionnelles contradictoires.

D'autres interrogeront les statues déboulonnées et les cadavres « dénommés » : ce qui compte pour nous, ce qui doit être encouragé à l'action pour les militants du P.S.U. et élément de réflexion pour eux-mêmes comme pour tous les travailleurs salariés, et notamment les salariés d'obédience communiste, c'est la justification que la politique du parti nouveau — la politique de Clichy — peut tirer du tournant du XXII^e Congrès, et cela au moment même où le secteur d'influence du nouveau parti en France s'élargit aux dimensions de son succès dans l'action.

Alors — en raison même de l'urgence de l'action et non point en dépit de cette urgence (paravent commode pour toutes les confusions) — il faut être plus précis et plus offensifs encore dans la définition de notre politique.

(A suivre.)

Des dates à retenir...

Sceaux

La section organise le **SAMEDI 24 FEVRIER** à 21 heures, à l'ancienne mairie, 68, rue Houdan, à Sceaux (Place de l'Eglise), une réunion publique pour la paix en Algérie, contre l'O.A.S., avec Laurent Schwartz et Edouard Depreux. Tous les amis des communes voisines y seront les bienvenus.

Provins

La section invite tous les militants et sympathisants à la conférence qui aura lieu le

Dimanche 18 février

à 9 h. 30, aux Champs-Élysées, à Provins, avec le Dr R. Arbelletier, ancien député, Maxime Verdeaux, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et Edouard Depreux, qui analysera l'actualité politique sur le thème suivant : « La France aux portes du fascisme ».

Moulins

Réunion sur « les perspectives actuelles de la paysannerie française » avec Serge Mallet, responsable de la Commission nationale agricole du P.S.U., et Roland Viel, président de la Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme, le :

Samedi 17 février

à 16 heures, salle du Pont-Ginguet, Moulins.

Le Chesnay

Les militants et sympathisants sont invités à la réunion que tiendra Pierre Stibbe le

SAMEDI 24 FEVRIER

à la Salle des Fêtes du Chesnay.

CENTRE D'ÉTUDES SOCIALISTES

L'évolution des partis socialistes d'Europe occidentale depuis 1914, l'histoire de leur participation plus ou moins prolongée, plus ou moins large au pouvoir d'Etat constitue un important sujet d'étude. Quels résultats positifs ont été acquis, quels risques courus, quels échecs et quelles fautes enregistrés ?

Pour traiter de ces questions, le Centre d'Études Socialistes a fait appel à un groupe de personnalités qui, toutes, en dépit des nuances respectives de leur pensée, estiment profitable et nécessaire la confrontation entre les divers courants de la gauche socialiste.

Chaque conférence sera suivie d'un échange de vue et d'une libre discussion.

LEÇON INAUGURALE

le mardi 20 février, à 21 heures, sous la présidence d'Edouard Depreux :

LE TRAVAILLISME ANGLAIS, par André Philip

Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris-7^e (Métro : Bac).

(Cours supérieur - Cycle sur l'Etat - Série : Les Partis Socialistes d'Europe occidentale et le Pouvoir).

C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e (Entrée par la cour) (Métro Reuilly-Diderot) 20 h. 30

● 27 février :

Stalinisme et pays sous-développés (L'expérience de la Yougoslavie, de la Chine et de Cuba).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e Métro Saint-Germain-des-Près 21 h.

● 20 février :

Le Travailisme anglais (André Philip). Exceptionnellement : salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris-VII^e (Métro : BAC).

● 21 février :

Pouvoir politique et pouvoir économique (G. Servet).



Le P.S.U. vient d'éditer une affiche 39x58 (sur fond rouge). (Reproduction ci-dessus.)

Elle peut être commandée, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. Tribune Socialiste, Paris 5826-65.

Prix 12 NF (plus 2 NF pour frais de port).

Edouard DEPREUX à Versailles

La section de Versailles avait convié ses militants et ses sympathisants à assister, le 9 février, à une réunion privée à laquelle participait notre Secrétaire national Edouard Depreux.

C'est devant un auditoire de près de 200 personnes que notre camarade Pierre Beregovoy, ancien secrétaire de la section, membre du C.P.N., après avoir retracé brièvement les événements de la veille qui ne rendent que plus actuel le sujet que va traiter Depreux : « Le P.S.U. devant les problèmes de l'heure » — demande en hommage aux victimes de la répression policière une minute de silence.

Il présente ensuite le nouveau secrétaire de section Christian Boulant qui retrace l'activité de celle-ci au cours des derniers mois.

Ensuite, Depreux, retraçant le déroulement des occasions perdues de faire la paix en Algérie, tant par la faute de l'actuel pouvoir que de ceux qui l'ont précédé insiste sur la nécessité de l'union de la gauche « sans exclusive ni exclusivité ». Répondant par avance à ceux qui reprocheraient au P.S.U., né de la prolongation de la guerre d'Algérie, de n'être qu'un parti d'opposition, il donne un rapide aperçu du programme du P.S.U. : réforme de la Constitution, planification économique, problèmes de l'agriculture, etc.

Le nombre et la variété des questions posées par un auditoire très attentif — et débordant bien souvent du cadre primitif de la conférence — prouvent l'intérêt que chacun a pris à suivre celle-ci.

Enfin, le nombre d'exemplaires de « Tribune Socialiste » vendus dans la salle, le rythme des adhésions récemment recueillies, montrent que le P.S.U. est loin d'avoir « fait le plein » à Versailles.

Toulouse

Le Cercle Populaire d'Études de Toulouse (section étudiante du P.S.U.) organisait, jeudi 25 janvier 1962, une conférence avec René Dumont : « De l'Afrique Noire à Cuba, de la corruption à la révolution ». Il va sans dire que de telles assertions provoquèrent la riposte des étudiants africains de la F.E.A.N.F., venus nombreux. Mais justement, R. Dumont nous laissait à comprendre en filigrane que le verbalisme révolutionnaire avait peu de choses à voir avec la connaissance concrète et la détermination pratique. Vérité en deçà de l'Océan, erreur au-delà !

R. Dumont nous a décrit une Afrique d'expression française tenant en dédain profond le travail manuel, et particulièrement, le travail de la terre. L'Afrique n'étant pas industrialisée, et tout le monde essayant de quitter la campagne, tous les enfants passés par l'école cherchent une place de fonctionnaire et, avec les anciens étudiants, forment une classe bourgeoise modérément laborieuse et nullement épargnante à la différence de la bourgeoisie d'entreprise que l'Europe connaît au XIX^e siècle.

Donc, un pays sous-développé ayant besoin de cadres et de techniciens, dépensant la majeure partie de son budget à former ou payer des fonctionnaires parasites, et restant enfermé dans son sous-développement. R. Dumont propose alors une forme originale de scolarisation : l'élève travaillerait la terre à mi-temps (4 heures par jour), ce qui lui payerait

son école et supprimerait son complexe de supériorité à l'égard des paysans, et le reste du temps, parfaire sa formation intellectuelle et humaine.

Les restes du gel — seule la classe ouvrière peut faire la révolution, importance déterminante du camp socialiste dans le rapport de forces international, pour la conduite et le succès de la révolution — M. Dumont les fit rapidement fondre au contact de ses connaissances concrètes et de sa large expérience : Cuba en fournirait un bon exemple.

Lot-et-Garonne

La fédération organisait, le 27 janvier, à la mairie annexe d'Agen, une réunion d'information avec Edouard Depreux. La séance était présidée par le docteur Valois, secrétaire fédéral du P.S.U., assisté de Bauriens, ancien député du Gers et Desmèroux, maire de Sainte-Colombe-en-Brunhois.

Devant un public très attentif de militants et de sympathisants, E. Depreux a exposé, avec son talent habituel, les positions du P.S.U. sur les problèmes essentiels de l'heure : paix en Algérie, cohabitation des communautés en Afrique du Nord, construction d'un front socialiste pour régler la succession du gaullisme.

Pour lutter contre l'O.A.S., E. Depreux préconise l'union de la gauche « sans exclusive et sans exclusivité ». Ensuite, le conférencier répond aux nombreuses questions posées par l'auditoire sur les rapports du P.S.U. avec le P.C., les problèmes de la laïcité, de la jeunesse dans la vie politique du pays, de l'agriculture. Le public, fort intéressé et qui, malgré l'heure peu favorable, était venu nombreux, s'est retiré enchanté de cette réunion.

Bonne journée pour le P.S.U. dans le Lot-et-Garonne.

Le Creusot

Un gros travail de prospection et d'organisation a été accompli par la section qui vient d'enregistrer 9 adhésions nouvelles.

● Adresse du secrétaire :

Paul Dalliance, 23 H.L.M., Parc de la Verrerie, Le Creusot.

Seine-et-Marne

Le Congrès fédéral de Seine-et-Marne du 28 janvier avait mandaté le Bureau de la Fédération pour établir un plan de développement du P.S.U. dans le département.

Ce plan vient d'être mis sur pied : campagne d'affichage, lettres particulières, série de réunions publiques, contacts personnels, etc.

Premier résultat : une nouvelle section à Verneuil-l'Étang.

STAGES NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 2 au 7 avril 1962, un stage sur

LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier.

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de Formation, 8, rue Henner, Paris-9^e.

Renforçons la solidarité

La répression se fait chaque jour plus dure : le P.S.U. compte plusieurs dizaines de militants emprisonnés pour leur action pour la paix en Algérie, pour leur opposition irréductible au régime gaulliste. Le 8 février, à Paris, plusieurs de nos camarades ont été blessés. Enfin, l'O.A.S. a plastiqué un nombre relativement important de responsables P.S.U.

Cet état de fait crée pour tout le parti des obligations nouvelles.

La solidarité de tous, militants, amis et sympathisants, doit s'exprimer concrètement en faveur des victimes de la répression conjuguée du gouvernement gaulliste et de l'O.A.S. Le but de ces derniers est clair : réduire les forces populaires au silence, décapiter leurs organisations, liquider leurs meilleurs militants. Pour ce faire, l'Etat dispose des forces du « maintien de l'ordre » et de son appareil répressif, l'O.A.S. a ses équipes de tueurs...

Le risque assumé par chaque militant du parti doit être couvert, collectivement, par l'ensemble du parti et tous ceux qui soutiennent et approuvent son action. C'est un problème de solidarité ; c'est aussi un problème d'efficacité politique.

La Commission nationale de solidarité du P.S.U. lance donc un nouvel appel. Pour poursuivre l'action, pour lutter avec encore plus de force contre les tueurs et leurs complices, des moyens encore plus importants nous sont nécessaires.

Sans l'aide de tous, la Commission de solidarité ne peut pas faire grand-chose. Son travail est l'affaire de tout le parti.

D'urgence, adressez vos versements à :

Louis HOUEVILLE
C.C.P. Paris 15-536-77

S.O.S. P.S.U. !

Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9^e, qui transmettra.

● Etudiante anglaise, 19 ans, domiciliée à Paris, y cherche travail à partir début mars : enseignement dans famille ou tout autre travail à proposer.

Ecrire au Journal qui transmettra.

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Le P.S.U., riche en dévouement, est handicapé dans son essor par son manque de moyens matériels.

Il n'a aucune honte à dire publiquement que, refusant de frapper à certaines portes que d'autres connaissent bien, il a besoin de l'aide de ses amis, de ses sympathisants, des lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE.

Les plus aisés d'entre eux se doivent de s'imposer volontairement. Les plus modestes peuvent faire des collectes autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Les versements mensuels nous ont procuré quelques millions

d'anciens francs les années précédentes.

Ce n'est pas assez.

Dans les heures graves que nous vivons, faites un effort encore plus grand.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9^e (CCP 4435-35 Paris) votre première mensualité.

Pour le BUREAU NATIONAL :

Le Secrétaire,
Edouard DEPREUX.
Le Trésorier,
Maurice KLEIN.

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

4^e volume de l'œuvre de Léon Blum

UN nouveau volume de « L'œuvre de Léon Blum » vient de paraître aux Editions Albin Michel.

On sait que la « Société des Amis de Léon Blum » a entrepris de rassembler tout ce qu'avait écrit le leader socialiste et d'en publier la majeure partie en une série de volumes in-8° de 5 à 600 pages chacun.

L'ordre chronologique a été adopté pour le classement des ouvrages. Mais, pour diverses raisons, il n'a pas été possible de le suivre pour la publication.

Trois volumes avaient déjà été mis en vente depuis la mort de Léon Blum : ceux qui couvrent la période 1891-1905, 1940-1945 et 1945-1947. Celui qui vient de sortir des presses contient les œuvres écrites entre 1905 et 1914. Ce sont surtout des œuvres littéraires : « Du Mariage » ; « Stendhal et le Belysme » ; des chroniques et critiques dramatiques publiées à « l'Humanité ». Il contient aussi un répertoire bibliographique de tous les textes écrits par Léon Blum avant 1914. Ce volume, lorsque la publication sera achevée, prendra donc, en suivant l'ordre chronologique, la seconde place dans l'ensemble des œuvres.

A vous de choisir

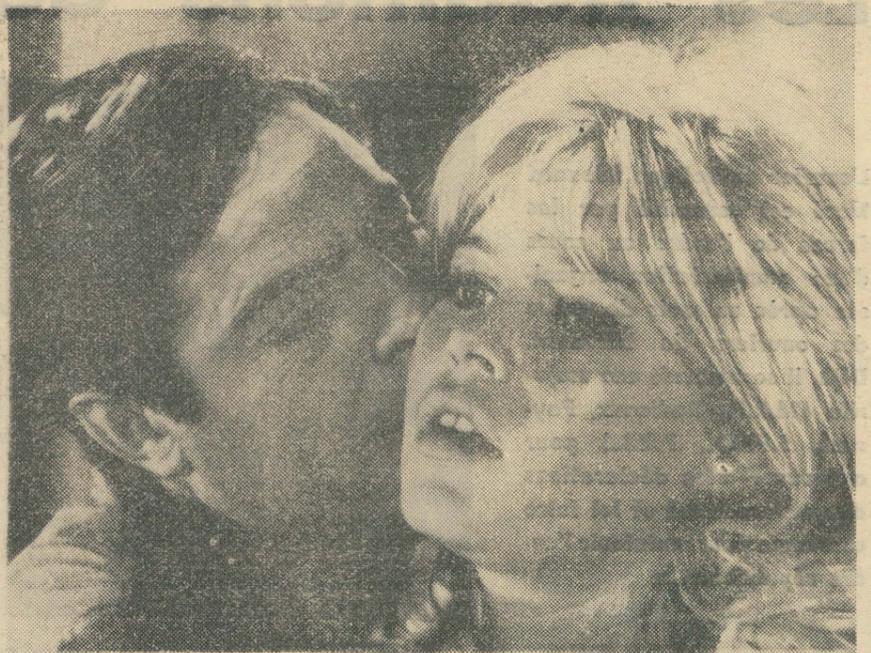
Cette semaine nous vous proposons :

● Si vous ne craignez pas les films sérieux :

- L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD (Studio Saint-Germain).
- JULES ET JIM (Lord-Byron, Publicis, Vendôme).
- PARIS NOUS APPARTIENT (Panthéon).
- THE CONNECTION (Agriculteurs).
- EL PERDIDO (Ambassade, Richelieu).
- L'AVVENTURA (Pax).
- UNE FILLE A PARLE (Floride).
- LE CUIRASSE POTEKINE (Saint-Lambert).
- SPARTACUS (Palace, Ba-ta-clan, Nouveau Théâtre).
- LES BOURREAUX MEURENT AUSSI (Studio 28).
- JAZZ A NEW YORK (Ranelagh).

● Si vous voulez sourire :

- LES CHERCHEURS D'OR (Pagode).
- LES VACANCES DE M. HULOT (Monte-Carlo).
- NOBLESSE OBLIGE (Caméra, Noctambules).



VIE PRIVEE

VIE PRIVEE est la chronique d'une star. Davantage même : c'est le récit de Brigitte Bardot (Jill), jeune provinciale arrivant jusqu'à penser de l'idolâtrie et réduite en produit de consommation pour les masses.

Louis Malle a su avec rigueur donner à Bardot, polée par l'histoire, la sociologie et le capitalisme, un lyrisme déconcertant qui caractérise la femme, selon lui. C'est peu de dire que Bardot joue son premier grand rôle dans Vie privée, ce rôle coïncide si justement avec l'être même de la comédienne que le cinéma-vérité dont parle J. Rouch, c'est Malle qui le pratique.

Evitant à la fois la perfection glacée de La Comtesse aux pieds nus (Mankiewicz), et l'anecdotique sujet dont se nourrit la culture de masse, Malle fait du « personnage-Bardot » le symbole de la femme amoureuse et mutilée.

Le sujet du film n'est plus l'amour, mais la recherche de l'amour qui s'accomplit à travers mille obstacles. La filiation directe de Zazie dans le métro à Vie privée, on le sent ici, c'est davantage dans le fond que dans la forme (pourtant révélatrice d'une technique sûre) qu'elle se trouve. Zazie, étude sur la dureté et sur l'hostilité du monde moderne, devait déboucher naturellement sur la folie et le désordre qui frappent l'amour. Quand celui-ci lutte contre un mythe, pour Jill et Fabio, toute vie privée devient publique et dérisoire. Pour Jill, l'amour, gâché par le mythe de l'idéal féminin qui caractérise la star, est une impossibilité. L'exigence d'absolu qui définit le mythe conduit l'amour à un relativisme insaisissable. C'est l'amour qui surgit comme nécessité et non l'être unique ; d'où une instabilité perpétuelle. B.B. va de Vadim à Charrier en hésitant sur Distel. Nous touchons là un point fondamental dont Malle rend compte : l'obstacle de l'amour vient du mépris populaire, du tabou que représente autrui, de la dégénérescence de la Femme livrée en pâture à l'hostilité des autres femmes, à la lubricité des hommes.

Trois séquences clés de Vie privée explicitent cette transgression de la Femme en objet qui, toutes trois, anéantissent l'être humain caché derrière le mythe. La dernière conclusion du film est d'une singulière beauté. L'actrice, afin d'éviter des troubles lors d'un festival, trouve refuge sur un toit pour assister à une pièce de théâtre en plein air. Elle est découverte par un photographe, les flashes l'éblouissent, elle perd l'équilibre et fait une chute mortelle.

Ces trois séquences marquent la pointe extrême d'une tension que Zazie dans le métro possédait déjà au plus haut point. Ces scènes sont longues, impitoyables et, chaque fois, le réalisme de l'image est toujours dépassé par l'imaginaire qui investit

progressivement le sens de la scène. On est alors en plein cauchemar ; une bande sonore percante multiplie encore cette sensation d'onirisme.

Mais je me demande si Malle ne montre pas, avec Vie privée, une nouvelle facette de son talent. Dans le premier tiers du film, les images du lac, de la nature, de Bardot jeune fille, sont d'une beauté que l'on pourrait dire impressionniste, lactée. Comme dans les toiles de Vinci, l'humidité de l'atmosphère est présente dans l'image, tulle d'apparat que déploie Henri Decae sur la pellicule pour notre plus grand plaisir. Dès les premières minutes, il m'a paru assister à un phénomène magique. La Bardot mythique, celle de Vadim ou de France-Dimanche, celle des sosies et des lunettes noires, faisait place peu à peu à une nouvelle Carla Marlier au port de reine, transfigurée par une magie colorée, un génie de la photographie et du plan-flash. La beauté souveraine du film et de l'actrice avait raison du mythe vulgaire. Elle anéantissait — ou plutôt elle récupérait — le caractère désirable de la chose représentée. Par l'étonnante reconversion subie par Bardot, un transfert entraîne chez le spectateur le flux de l'affectivité dans les zones plus intellectuelles de la sensibilité. Tout particulièrement, la beauté plastique de Vie privée nous procure une jouissance immédiate qui, épuisée, n'a plus besoin du mythe comme aliment. L'effondrement du mythe, concrétisé par la chute vertigineuse de Jill, vient à point nommé pour satisfaire le spectateur. Cette chute, comme celle de Vertigo, est à la fois imaginaire et prophétique. Elle marque le point optimal du mythe de la star qui, dès lors, s'enracine en tant que légende dans l'esprit du spectateur et dont l'objet s'évanouit peu à peu dans la conscience à la manière de l'image qui se dilue sur l'écran.

En ce sens, Louis Malle nous guérit du « bardotisme » selon une méthode chère à Jung : ne pas enrayer le mal (ici le mythe), mais l'éprouver pleinement, le reconnaître, le voir au grand jour afin d'en être maître. Le désir, s'étant reconnu comme tel et s'étant épuisé par la destruction de son objet, est de lui-même anéanti. Ce que veut faire Clouzot, Malle le réalise : il donne au spectateur une échelle sensible qui, allant du désir à la beauté, de l'identification à la vision, lui permet de gravir les échelons de la lucidité critique. Comme la chair qui vivifie un squelette, le mythe reconnu dans sa sécheresse se double de la beauté qui le désigne.

Pierre UYTTERHOEVEN.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40
(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)
présente
pour une durée limitée

UNE FILLE A PARLÉ
Le film inédit de
A. WAJDA
réalisateur de KANAL
et de
CENDRES ET DIAMANT

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (Les Contemplations, Les Feuilles d'automne, etc.), exotique (Les Orientales), épique (La Légende des siècles), cosmique (Dieu, La Fin de Satan), familière (Les Chansons des rues et des bois), tonnante et vengeresse (Les Châtiments), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avions tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuisant rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e), le bon de commande ci-dessous :



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT) ... la dernière merveille (L'EXPRESS) ... indispensable recueil (FIGARO) ... l'événement littéraire de l'année (ARTS) ... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) ... un des livres les plus saisissants de l'année... la Grande Encyclopédie du lyrisme français : CLAUDE ROY (LIBÉRATION) etc... etc...

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile. Transport et emballage gratuits. Faculté de retour et rien à payer d'avance.

BON

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en 1 3 10 versements sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 14 au 20 février

UNE FEMME EST UNE FEMME

Les "traditions" des forces de l'ordre

L'ouvrier catholique Edouard Mazé est assassiné par les forces de l'ordre au cours d'une manifestation organisée après un mois de grève des ouvriers du bâtiment. Déjà, il se trouvait une majorité (M.R.P., Radicaux, Paysans, S.F.I.O., P.R.L.) pour approuver « les déclarations du gouvernement et lui faire confiance pour maintenir l'ordre républicain... »



(Keystone.)

Brest, 17 avril 1950

**Le gouvernement
Un ouvrier assassiné par
les C.R.S. à Brest**
NOMBREUX BLESSÉS
Au mépris de la Constitution, 2 des députés communistes du Finistère sont arrêtés

Paris, 14 juillet 1953

20.000 Français et Algériens participent au coude à coude au traditionnel défilé de la Bastille à la Nation. Leurs mots d'ordre : « Paix, Justice, Liberté. Libération de tous les emprisonnés pour délit d'opinion. Unité d'action. »

Soudain, alors que le cortège se disloquait, les « forces de l'ordre » ouvrent le feu. Sept



(Keystone.)

militants ouvriers tombent, morts pour la liberté : Amar Tabjadi, Bacha Abdallah, Douaoui Larbi, Dranis Abdelkader, Isidore Ilouli, Tahar Madjeb et Maurice Lurot, trésorier du Syndicat des métaux du 18^e. Les forces de l'ordre, aidées (déjà) par les « paras » en uniforme et matraques à la main, font plus de 100 blessés, dont plusieurs dizaines par balles.

Le crime est resté sans châtiement...

**Odieuse provocation de la police
aux ordres des comploteurs**
LES FORCES DE RÉPRESSION ONT OUVERT
LE FEU À LA NATION SUR LE CORTÈGE PACIFIQUE
7 MORTS
100 blessés
AU MOINS PARMI LES MANIFESTANTS

27 octobre 1960

A l'appel des organisations et hommes de gauche qui depuis plusieurs années se sont prononcés pour l'indépendance algérienne, 30.000 personnes se rassemblent à la Mutualité pour affirmer leur solidarité avec le peuple algérien, leur volonté de mettre fin à la guerre par la négociation avec le F.L.N. La police charge avec une rare brutalité : plus de cinquante militants sont blessés, un millier d'arrestations sont opérées.



(Associated Press.)

Paris, 19 décembre 1961

Dans l'unité, 100.000 Parisiens manifestent leur volonté de lutter contre l'O.A.S., ses crimes et ses complices. Ils affirment leur volonté de paix par la négociation avec le F.L.N.. Une fois encore, les forces de police agressent les manifestants avec sauvagerie : plus de 100 blessés. Même « Le Figaro » se fait l'écho des violences policières... Le pouvoir issu du coup de force du 13 mai montre une fois encore où vont ses sympathies profondes...



(Keystone.)

Paris,
17 octobre 1961

Pour protester contre le couvre-feu et les mesures racistes du préfet Papon, 30.000 Algériens manifestent leur volonté de paix, de voir libérer Ben Bella et les détenus politiques et affirment leur dignité d'hommes libres. La répression est sauvage : dix mille arrestations, des centaines de blessés, et de nombreux morts (10, 30, 50 ou 100, on ne sait). La gauche dénonce les criminels. Mais le régime gaulliste les protège : aucune sanction n'est prise contre le responsable et les exécutants. Noyades, tortures et ratissages pourront se poursuivre... A Paris, l'ordre règne...

8 FEVRIER 1962

UNE fois encore, le sang ouvrier a coulé. La « tradition » veut en effet que le pouvoir, chaque fois qu'il se sent menacé, frappe d'abord ceux qui représentent la permanence du seul ordre qui vaille, celui qui s'établit sur l'exercice de la Justice et de la Liberté.

Anne Godeau, Fanny Dewerpe, Suzanne Martorell, Daniel Fery, Jean-Pierre Bernard, Edouard Lemarchand, Hippolyte Pina, Raymond Wintgens sont morts, victimes du colonialisme et de la guerre d'Algérie, mais aussi du régime gaulliste. D'un régime issu d'un coup de force dont la signification profonde était la négation des valeurs fondamentales de la République.

L'O.A.S. peut publier un communiqué de victoire : en deux heures, les forces de « l'ordre » ont fait ce que dix mois d'attentats, de crimes et de plastiquages n'avaient pu réussir. La preuve est faite désormais qu'il existe une identité pro-

fonde entre le régime et le « ramassis ignoble d'assassins, d'escrocs et de racketters » : elle vise sur le plan intérieur au démantèlement des organisations ouvrières et démocratiques, à la liquidation de leurs militants les plus actifs. Elle tend à bâillonner l'opposition et à interdire toute mise en cause d'un régime ou de sa succession, dont la naissance est à tout jamais marquée du sceau infamant des entreprises séditionnelles et de la lâcheté d'une majorité de représentants de la nation.

La complicité du pouvoir gaulliste est double. Sur le plan physique, elle vise — comme l'O.A.S. — à la liquidation physique des forces de gauche. Sur le plan psychologique, elle reprend les mêmes thèmes de propagande axés sur l'anticommunisme le plus primaire et le plus imbécile.

Deux enseignements sont à tirer de cette jour-

née tragique qui marquera une date capitale de l'histoire ouvrière :

— La flicaille du régime gaulliste a désormais ses « ratons » — vous, moi — qu'elle peut massacrer avec les félicitations de ses chefs ; les méthodes algériennes ont désormais droit de cité à Paris ;

— Le meilleur moyen de lutter contre l'O.A.S., c'est en dernière analyse de mettre un terme au régime qui se pare abusivement du titre de « République ».

Le salut est dans cette voie. C'est la seule façon de tenir le serment que nous avons fait ce mardi 13 février, au Père-Lachaise, devant les cercueils de nos camarades : continuer leur lutte. Pour leur rester fidèles. Pour vaincre. Alors, ils ne seront pas morts en vain !

Louis HOUEVILLE.